



Burkina Faso

Gouvernement du Burkina Faso

Programme des Nations Unies pour le Développement

Titre du projet : CONSOLIDATION DE LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE LOCALE

Le Projet de Consolidation de la Gouvernance Environnementale Locale est conçu dans le cadre du Programme Pays (CPD), du Plan d'Action du Programme Pays (CPAP) et du Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF), pour la période 2011-2015. Ces cadres d'intervention viennent en appui à la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD), principal instrument de la planification du développement économique et social du Gouvernement du Burkina Faso.

Les deux principaux effets suivants sont recherchés par ce projet d'ici 2015: i) **les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec la SCADD et les OMD y compris les défis démographiques,** ii) **les structures nationales et les communautés de base pratiquent une approche intégrée de développement durable et de gestion des ressources naturelles.** Quatre produits du projet contribueront à la réalisation des deux effets : a) Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du Développement Durable dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement; b) Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé; c) Les plans locaux de développement sont rendus résilients aux changements climatiques et sont orientés vers une faible émission de Gaz à Effet de Serre (GES); d) Les Collectivités Territoriales et les communautés ont accès aux sources de financement et aux technologies appropriés pour mettre en œuvre des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES.

Le projet est construit sur les acquis du portefeuille du cycle précédant et en réponse aux défis et besoins émergents des nouvelles orientations stratégiques du Gouvernement. La stratégie de mise en œuvre du projet combine ; a) l'accompagnement d'un processus multi-acteurs de développement des capacités; b) la construction d'un partenariat stratégique autour de l'appui aux initiatives des collectivités et communautés ; c) La prise en compte de l'équité homme-femme et d) la valorisation des acquis des projets structurant en cours.

PAGE DE SIGNATURE

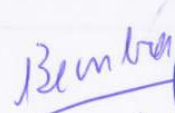


Titre du projet: Consolidation de la gouvernance environnementale locale	
Effet attendu de l'UNDAF	Effet UNDAF 1 : la croissance économique accélérée est durable et pro pauvre
Effets escomptés du CPAP 2011 – 2015	<p>EPP 1.1 Les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec la SCADD et les OMD y compris les défis démographiques.</p> <p>EPP 1.4 Les structures nationales et les communautés de base pratiquent une approche intégrée de développement durable et de gestion des ressources naturelles</p>
Produits attendus du CPAP 2011 – 2015	<p>Les thèmes transversaux sont mieux intégrés dans la SCADD et les politiques sectorielles de développement</p> <p>Les mécanismes de financement, de coordination ainsi que les innovations technologiques et techniques appropriées répondent aux besoins d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques</p>
Partenaire de mise en œuvre	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (SP/CONEDD)
Autres partenaires	MEF, MATDS, SP/CPSA, Institutions de recherche, FEM/ONG, ARBF, AMBF.
Courte description du projet	
<p>L'objectif du projet est de renforcer les capacités des acteurs publics et privés au niveau des collectivités décentralisées à gérer efficacement les risques et les opportunités liés aux changements. Quatre produits sont attendus du projet: a) Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du Développement Durable dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement; b) Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé; c) Les plans locaux de développement sont rendus résilients aux changements climatiques et sont orientés vers une faible émission de Gaz à Effet de Serre (GES) et des chartes locales de gestion des RN sont adoptés; d) Les Collectivités Territoriales et les communautés ont accès aux sources de financement et aux technologies appropriés pour mettre en œuvre des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES. Les principaux bénéficiaires sont les collectivités territoriales, les communautés de base, les organisations de la société civile au niveau local. Les structures centrales chargées du pilotage du développement durable et de la décentralisation et les services déconcentrés de l'Etat bénéficieront aussi des appuis nécessaires pour impulser une gestion efficace de l'environnement au niveau locale.</p>	
<p>Période couverte par le Programme de Pays : 2011 - 2015</p> <p>Composante du Programme : - Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté</p> <p>Titre du projet: Consolidation de la Gouvernance Environnementale Locale</p> <p>Award ID :</p> <p>Durée du projet : 5 ans</p> <p>Arrangement de gestion : Exécution Nationale</p> <p>Date du Comité local d'approbation des projets (LPAC): 15 Juillet 2011</p>	<p>Budget estimatif total (US\$): 8430 000</p> <p>Frais de services généraux de gestion (%) : calculés sur les bases des services rendus au regard de la liste universelle des prix</p> <p>Ressources allouées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement : 630 000 <ul style="list-style-type: none"> • En espèce: 199 000 • En nature: 431000 • Contribution du PNUD (TRAC) : 4 000 000 US\$ • Autres sources : <p>Partie du budget non financée : 3 800 000 US\$</p>
<p>Approuvé par Gouvernement</p> <p>Le Ministre de l'Economie et des Finances Lucien Marie Noël BEMBAMBA</p> <div style="text-align: center;">   </div> <p>Date : 03 OCT. 2011</p>	<p>Approuvé par le PNUD :</p> <p>La Directrice Pays Ingrid Cyimana</p> <div style="text-align: center;">   </div> <p>Date : 06.10.2011</p>

Table des matières

Chapitres	Titres	Pages
	Page de garde/Résumé.....	1
	Page de signature.....	2
	Table des Matières.....	3
	Liste des acronymes.....	4
Section I	ANALYSE DE LA SITUATION.....	6
1.1.	Contexte national.....	6
1.2.	Les principales initiatives nationales soutenues par les PTF.....	9
1.3.	Le cadre d'intervention du PNUD.....	12
Section II	OBJECTIFS, STRATEGIE, RESULTATS ATTENDUS.....	14
2.1.	Orientations stratégiques du projet ...	14
2.2.	Effets et produits attendus.....	16
2.3.	Zone d'intervention	18
2.4.	Description des actions	18
2.5.	Stratégie de Partenariat.....	24
Section III	ARRANGEMENTS DE GESTION.....	25
3.1.	Modalités de mise en œuvre.....	25
3.2.	Dispositif de pilotage... ..	26
3.3.	Moyens matériels de mise en œuvre.....	26
3.4.	Suivi et Evaluation.....	28
3.5.	Cadre légal.....	30
3.6.	Journal des risques.....	31
Section IV	BUDGET ET PLANS DE TRAVAIL.....	33
4.1.	Cadre de résultat et d'allocation des ressources.....	33
4.2.	Budget total détaillé.....	38
4.3.	Plans de travail annuel	41
4.4.	Plan de décaissement annuel.....	46
	ANNEXES	
Annexe 1 :	Diagramme des résultats du projet.....	48
Annexe 2 :	Carte des zones d'interventions du projet.....	49
Annexe 3 :	Budget de l'unité de coordination.....	50
Annexe 4 :	Plan annuel 2011 de suivi et évaluation du sous-programme.....	51
Annexe 5 :	Plan de communication.....	52
Annexe 6 :	TDR du personnel de l'unité de coordination	53

Liste des acronymes

Acronymes	Significations
ADP	Assemblée des Députés du Peuple
AGRHYMET	Centre Régional
AN	Assemblée Nationale
ANCR	Auto-évaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la mise en œuvre des principales conventions des Nations Unies
ASDI	Agence Suédoise pour le Développement International
BAD	Banque Africaine de Développement
BUNED	Bureau National des évaluations environnementales
CC	Changement Climatique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CONASUR	Conseil National de Secours d’Urgence et de Réhabilitation
CONEDD	Conseil National pour l’Environnement et le Développement Durable
CPAP	Plan d’Action du Programme de Pays
CPD	Country Programme Document – Document de Programme Pays
CPP	Programme de Partenariat National pour la Gestion Durable des Terres
DANIDA	Danish Development Assistance - Coopération Danoise
DEP	Direction des Etudes et de la Planification
DGCN	Direction Générale de la Conservation de la Nature
EPP	Effet Produit Pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
FEM-4	4 ^{ème} cycle de financement du Fonds pour l’Environnement Mondial Juillet 2006- juin 2010
FEM-5	5 ^{ème} cycle de financement du Fonds pour l’Environnement Mondial Juillet 2010- juin 2014
FEM/ONG	Programme de micro-subventions du Fonds Mondial pour l’Environnement
GDE	Gestion Durable de l’Environnement
GDT	Gestion Durable des Terres
GoBF	Gouvernement du Burkina Faso
IPE	Initiative Pauvreté-Environnement
MECV	Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie
MEDD	Ministère de l’Environnement et du Développement Durable
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OSC	Organisation de la Société Civile
PAN/LCD	Plan d’Action National de Lutte contre la Désertification
PANA	Plan d’Action National d’Adaptation au Changement Climatique
PAPE	Projet d’Appui aux Parcs de l’Entente
PNE	Politique Nationale en matière d’Environnement
PNSR	Programme National du Secteur Rural
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l’Environnement
PRIJD/SF	Plan de Réforme Institutionnelle et Juridique pour la Décentralisation dans le Secteur Forestier
PROSDRp	Programme Sectoriel de Développement du Secteur Rural Productif
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
REEB2	Deuxième rapport sur l’état de l’environnement au Burkina Faso
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable Secrétariat Permanent du Conseil National de l’Environnement et du Développement Durable
SP/CONEDD	Durable
SP/CPSA	Secrétariat Permanent de la Coordination des Politiques Sectorielles Agricoles
STAR	Système Transparent d’Allocation des Ressources
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire de l’Afrique de l’Ouest

UNBD	Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique
UNCCD	Convention des Nations Unies de Lute contre la Désertification
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework- Plan Cadre des Nations Unies des Nations Unies pour l'Aide au Développement
UNFCCC	Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique
USD	Dollar des Etats Unis
WAP	Parcs du "W", Arly et Pendjari

SECTION I : ANALYSE DE SITUATION

1.1. Contexte socio-écologique et politique

1. **Une population active surtout dans le secteur primaire.** Le Burkina Faso comptait en 2010 plus de 15 706 000¹ habitants. 76 % de cette population résidait en milieu rural. Le secteur primaire absorbe l'essentiel des actifs occupés (80,4 %) contre 16 % pour le secteur tertiaire et seulement 3,6 % pour le secteur secondaire. Le secteur primaire reste donc le principal pourvoyeur d'emplois au Burkina Faso. Mais la création de richesse par tête au sein de la population active du secteur primaire est faible par rapport à celle des autres secteurs car le secteur primaire contribue seulement pour 31,6% au PIB en moyenne². On note que l'or est devenu depuis 2009 le premier produit d'exportation du pays devant le coton qui reste une ressource importante.
2. **Des problèmes environnementaux exacerbés par les changements climatiques.** Les changements climatiques se manifestent au Burkina Faso par la baisse tendancielle de la pluviométrie et l'accroissement de la fréquence et de l'amplitude des phénomènes météorologiques extrêmes (pluies, poussières, températures, etc.). Les inondations qui ont été enregistrées au cours de ces dernières années ont entraîné le déplacement de populations avec des problèmes humanitaires qui touchent surtout les femmes et les enfants. En 2009 les facteurs climatiques ont engendré une perte de 268 005 tonnes de céréales³, soit une valeur monétaire de 35,266 milliards de francs. Le second rapport sur l'état de l'environnement au Burkina Faso (REEB2), identifie les problèmes environnementaux prioritaires suivants:
 - *la dégradation des terres*: 34 % du territoire⁴, soit 9 234 500 ha des terres de production sont dégradées pour des causes anthropiques (agriculture, élevage, tenures, bois-énergie, etc.) et climatiques, avec une progression de la dégradation des terres par an estimée de 105 000 à 250 000 ha. On note également que 74 % des terres arides ou semi-arides sont affectées par le phénomène de la désertification/dégradation des terres. Le changement climatique contribuera à accentuer les risques, à accélérer la dégradation des terres (érosion, désertification) et accentuer les problèmes alimentaires du fait de la baisse des rendements.
 - *la dégradation des ressources en eau* : d'une situation de stress hydrique modéré en année normale, moyen à élevé en année très sèche au début des années 2000, le Burkina Faso connaîtra une situation de stress hydrique élevé permanent à l'horizon 2010 - 2015, la demande en eau atteignant 69,7% du volume utilisable en année normale et 141,9% en année très sèche.
 - *la fragilité du système énergétique* : il est fondé sur la biomasse à 85% et les produits pétroliers à 14% dans un contexte de très forte croissance de la demande d'énergie. Au vu de la productivité en bois de feu des formations végétales, le déficit entre le disponible et les besoins, tend à s'aggraver, les besoins n'étant désormais couverts qu'à 61%, contre 77% en 1992.
 - *l'exacerbation des problèmes environnementaux urbains* : une augmentation relative de près de 10% de la population urbaine par rapport à 2007 est prévue en 2020 avec près d'un tiers de Burkinabé (31,3%⁵) vivant en ville.
 - *l'érosion de la diversité biologique* : elle est due aux fortes pressions exercées par les activités humaines (agriculture, élevage, bois de chauffe, urbanisation, chasse, etc.) qui sont à l'origine d'une fragilisation des habitats naturels (dégradation du couvert végétal,

¹ MEF, 2009, Résultats définitifs projections démographiques 2007-2050

² Déclaration de politique générale 2011

³ SCADD 2011-2015

⁴ SCADD 2011-2015

⁵ MEF, 2009, Résultats définitifs projections démographiques 2007-2050

déforestation, assèchement des zones humides, etc.), d'une vulnérabilité croissante des espèces végétales et animales et de la disparition de certaines d'entre elles. Le couvert forestier subit une diminution moyenne annuelle de 110 500 ha, soit 4,04% en moyenne par an, de 1992 à 20026.

3. **Les défis environnementaux identifiés par les principaux acteurs** portent sur: (i) la gestion durable des terres dans un contexte de changement climatique; (ii) l'accès à l'eau potable; (iii) l'exploitation minière durable; (iv) l'amélioration du cadre de vie; (v) la prévention et à la gestion des catastrophes naturelles et technologiques; (vi) la promotion des évaluations environnementales dans tous les programmes et projets de développement; (vii) la mise en application des instruments économiques et financiers de l'environnement; (ix) le renforcement de la gouvernance de l'environnement au niveau des collectivités; (x) la promotion des emplois verts décents et de l'équité homme-femme dans la gestion des ressources naturelles. La question du genre reste préoccupante car, outre les iniquités pour l'accès au foncier, les hommes et les femmes ne participent pas équitablement aux débats et à la prise de décision sur la gestion des ressources naturelles. Dans la filière karité par exemple les femmes sont les principales actrices de la collecte et de la transformation des produits mais le droit coutumier ne reconnaît pas de prérogatives aux femmes dans la gestion de l'arbre. Ce droit coutumier régit encore l'accès aux ressources naturelles au sein de la plupart des communautés rurales. De même la faible capacité financière des femmes fragilise leur position dans la valorisation des ressources naturelles. Elles sont généralement confinées aux segments à faible valeur ajoutée. C'est ainsi que dans la filière bois-énergie, on retrouve les femmes dans les tâches de débitrices (coupe du bois) et de détaillants mais leur effectif est faible dans les fonctions de grossistes transporteurs qui présentent les meilleures marges bénéficiaires. Les femmes sont en outre plus sévèrement touchées par les aléas climatiques en raison surtout de la faiblesse relative de leurs revenus et de leurs capacités techniques.
4. **Une volonté politique affirmée pour la gouvernance de l'environnement.** L'engagement du Gouvernement à gérer plus efficacement l'environnement a permis de mettre en place un cadre politique, juridique et institutionnel favorable. Au niveau des orientations politiques, le pays a ratifié une quinzaine de conventions et protocoles internationaux dont notamment les conventions générées par la Conférence Rio en 1992. Conformément à ces engagements, des documents de politiques visant une meilleure gestion de l'environnement ont été adoptés (Politique Nationale en matière d'Environnement, Politique Forestière Nationale, Déclaration de Politique Minière, Stratégie de Développement Rural, Programme d'Action National d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques, Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable). Une Politique Nationale d'Aménagement du Territoire a également été adoptée et le schéma national d'aménagement du territoire est en cours de finalisation. Au niveau du cadre juridique, plusieurs textes législatifs qui sont des outils de gestion de l'environnement ont été adoptés. Il s'agit notamment de la réorganisation agraire et foncière (Loi n° -2011/ADP), du code de l'Environnement (la loi n° 005-97/ADP), du Code forestier adopté en 2011, de la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau (Loi n° 002-2001/AN), du code minier (loi n° 031-2003/AN), du Code de santé publique (loi n° 023 -94/ADP) du code d'hygiène publique (loi n° 022-2005/AN), de loi d'orientation relative au pastoralisme (loi n° 034-2002/AN) et de la loi relative au régime foncier rural (loi 034-2009 AN).
5. Au plan institutionnel, le département ministériel en charge de l'Environnement a été créé quatre ans seulement après la première conférence mondiale sur l'environnement et le développement tenue en 1972 à Stockholm en Suède. En 2011, ce département prend l'appellation de ministère de l'Environnement et du Développement Durable. La création du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (CONEDD), de l'Agence de Promotion des Produits Forestiers Non Ligneux, de l'Office National des aires protégées et du Bureau National

⁶ Programme National de Gestion Durable des Ressources Forestières et Faunique 2006-2015

des évaluations environnementales (BUNED) marquent le souci d'articuler les missions verticales et horizontales du ministère chargé de l'environnement.

6. L'adoption de la SCADD en 2010 comme principal outil de développement économique et social et la transformation récente du ministère de l'environnement et du cadre de vie en ministère de l'environnement et du développement durable marquent la volonté des autorités de consolider la gouvernance de l'environnement. *La SCADD qui tient lieu de Stratégie Nationale de Développement Durable* intègre l'ensemble des cadres d'orientation du développement et dessine les orientations stratégiques qui accompagnent l'ambition du Burkina Faso à long terme. Elle a vocation à mettre en synergie la viabilité environnementale avec les deux autres dimensions du développement durable que sont l'efficacité économique et l'équité sociale. L'un des huit objectifs spécifiques de la SCADD concerne la gestion durable de l'environnement qui est également retenue comme une priorité transversale. Pour le quinquennat à venir, l'option est faite de privilégier les interventions visant:
 - la gouvernance environnementale et le renforcement des capacités;
 - la prise en compte des liens pauvreté-environnement;
 - l'atténuation de la dégradation des ressources naturelles et de l'environnement;
 - l'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques;
 - la promotion des filières d'assainissement et des aménagements paysagers et fauniques;
 - la promotion des énergies de substitution, des techniques et technologies d'économie d'énergie;
 - la promotion de l'éducation environnementale et de l'écocitoyenneté;
 - l'appui à la recherche environnementale.
7. Le Programme National du secteur rural (PNSR) en cours de formulation opérationnalisera la SCADD dans le secteur rural. Son objectif est d'orienter la déclinaison des mandats ministériels et la formulation des projets, programmes et opérations de manière à ce qu'elles répondent aux besoins de développement économique, social et culturel des acteurs ruraux burkinabè.
8. Le Burkina s'est doté d'une Politique Nationale en matière d'Environnement (PNE), adopté le 30 mars 2007 et d'un Programme décennal d'Action du Secteur de l'Environnement et du Cadre de Vie à l'horizon 2015 (PDA/ECV). Ces documents cadres doivent servir de base à l'élaboration de plans d'action et du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) dans le cadre du PNSR. L'objectif global du PDA/ECV est de réduire la tendance à la dégradation de l'environnement, d'améliorer la contribution du secteur de l'environnement à l'économie nationale et au bien être socio - économique des populations.
9. **Un processus de décentralisation en phase d'approfondissement.** Le Code Général des Collectivités adopté en décembre 2004 et révisé en 2006 consacre le droit des collectivités territoriales (régions et communes) à s'administrer librement et à gérer des affaires propres en vue de promouvoir le développement à la base et de renforcer la gouvernance locale. Les compétences reconnues aux collectivités territoriales par le Code Général des Collectivités concernent entre autres la planification locale, le développement économique, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, l'aménagement du territoire, la gestion du foncier, la santé et l'hygiène, l'eau et l'électricité. A ce jour les matières de compétences effectivement transférées aux collectivités concernent les domaines de la santé, de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire, de l'approvisionnement en eau potable et assainissement, de la culture, de la jeunesse, des sports et loisirs. Le domaine de la gestion des ressources naturelles attend encore d'être transféré.

La loi portant régime foncier en milieu rural confère également aux collectivités et aux communautés, des prérogatives pour préciser des dispositions utiles à la gestion durable des ressources naturelles à travers les chartes foncières locales.

Le parachèvement du transfert des compétences aux collectivités et la mise en place du cadre réglementaire pour l'application de la loi portant régime foncier rural sont envisagés au cours des prochaines années. Ce transfert de compétences intervient dans un contexte où les communautés dans certaines régions ont des expériences réussies de gestion de ressources naturelles grâce à

l'appui des projets et programmes de développement. Le succès du transfert prévu de compétences aux collectivités dépendra de la capacité de l'Etat Local à assumer ses nouvelles prérogatives tout en préservant les acquis et intérêts des communautés qui ont déjà établi des mécanismes efficaces de gestion des ressources naturelles.

L'approfondissement de la décentralisation passera en outre par le renforcement des mécanismes de financement (y compris les réformes fiscales), le développement des capacités des services déconcentrés de l'Etat et des prestataires privés à assurer un appui-conseil efficace et le renforcement des capacités de la société civile à influencer les orientations de développement local.

10. Malgré le rôle important que les régions et les communes sont appelées à jouer dans la gouvernance de l'environnement, les mécanismes et actions appropriés pour renforcer leurs capacités à relever ces défis sont encore timides. Cette situation fragilise l'approche participative qui devait être l'un des piliers de la gouvernance de l'environnement et limite notamment l'impact des stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

1.2. Les principales initiatives nationales soutenues par les PTFs

Dans le domaine du mainstreaming de l'environnement

11. L'appui actuel du PNUD au mainstreaming de l'environnement et au renforcement des capacités se concrétise à travers le projet Initiative Pauvreté Environnement (IPE) qui est une initiative conjointe PNUD-PNUE pour la période 2010-2012. L'objectif global du projet est d'institutionnaliser l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les processus de planification et de budgétisation. La stratégie d'intervention de l'IPE Burkina Faso consiste à collaborer avec les animateurs du dispositif d'élaboration et de mise en œuvre de la SCADD pour assurer les analyses et notes stratégiques pertinentes, mettre à disposition les outils et instruments pour la prise en compte des liens Pauvreté-environnement. Grâce aux activités de ce projet, le Ministère de l'Economie et des Finances a élaboré un guide d'intégration des défis environnementaux dans les politiques sectorielles et l'initiative « Economie Verte du Burkina » a été lancée.
12. Les résultats de l'auto-évaluation des capacités à renforcer pour la gestion de l'environnement (ANCR) réalisée en août 2007, par le SP CONEDD avec l'appui du PNUD et du FEM ont permis d'élaborer le programme de renforcement des capacités nationales dans le domaine de l'environnement. Un des acquis importants de ce programme est la mise en place du réseau d'informations et de documentation environnementales du Burkina Faso.

Dans le domaine de l'adaptation et de l'atténuation

13. Le Burkina Faso a pu mobiliser avec l'appui du PNUD, les financements pour la mise en œuvre de la plupart des interventions prioritaires identifiés dans le PANA à travers les trois projets suivants :
 - Renforcement des capacités pour l'adaptation et pour la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques au Burkina Faso, dénommé PANA-BKF-PNUD/FEM, du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).
 - Adaptation aux changements climatiques en vue de l'amélioration de la sécurité humaine du Burkina Faso (PANA-BKF-PNUD/DANIDA) financé par le Royaume du Danemark; ce projet comporte une composante destinée à la société civile qui est exécutée par l'UICN.
 - Renforcement des capacités pour une meilleure prise en compte des préoccupations liées à l'adaptation aux changements climatiques lors de la préparation et de la mise en œuvre des plans, programmes et projets de développement (PANA-BKF-PNUD/JAPON), financé par le Gouvernement japonais
14. A ce jour ces projets ont permis d'améliorer le niveau d'information des acteurs au niveau national et décentralisé sur les défis des changements climatiques. Un effort de coordination et de

mise en cohérence de ces trois projets a été assuré à travers la mise en place d'un dispositif unique de pilotage et de coordination.

15. Le MEDD a lancé en 2011 avec l'appui du PNUD une initiative de développement des capacités institutionnelles de gestion des changements climatiques qui devra permettre entre autres l'accréditation d'une Entité Nationale de Mise en Œuvre du Fonds Adaptation.
16. Le projet de Surveillance de l'environnement en Afrique pour le développement durable (AMESD) financé par l'Union Européenne vise à renforcer l'usage opérationnel des technologies d'observation de la terre et à garantir la pérennité des applications environnementales et climatologiques spécifiquement africaines. Il s'agit notamment de doter les nations d'Afrique des moyens dont elles ont besoin pour gérer plus efficacement leur environnement. Pour la région de l'Afrique occidentale, la CEDEAO a retenu la thématique "Gestion des ressources en eau et la gestion des cultures et des pâturages" et confié la réalisation de cette activité au Centre AGRHYMET.
17. Pour la période 2012-2016 l'Union Européenne intervient à travers le projet «Support to the Global Climate Change Alliance (GCCA)». L'objectif spécifique de ce projet est de renforcer les capacités des pays d'Afrique de l'Ouest et des acteurs régionaux, en vue de les aider à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies intégrant les changements climatiques dans les plans et programmes de développement.
18. Avec l'appui de la Banque Mondiale et de la BAD, le Burkina Faso s'est engagé dans la formulation d'un Programme d'Investissement Forestier (PIF) en vue de mobiliser environ trente millions de dollars pour financer trois projets :
 - Un projet de gestion décentralisée durable des forêts
 - Un projet de protection et de gestion participative des forêts domaniales
 - Un projet de valorisation des produits forestiers et de développement des filières

Dans le domaine de la conservation/valorisation de la diversité biologique

19. Le PNUD Burkina soutient le gouvernement dans la conservation et la valorisation de la biodiversité à travers deux projets actifs à ce jour et un projet en formulation. Il s'agit du projet d'appui aux parcs de l'entente (PAPE), du projet WAP et du projet de gestion des zones tampon des aires protégées du Burkina Faso. Le projet PAPE a pour objectif de renforcer la conservation des écosystèmes du Complexe WAP composé par les parcs nationaux du W, d'Arly et de la Pendjari ainsi que les aires protégées adjacentes et leurs zones périphériques contiguës au Bénin, Burkina Faso et Niger. Il est financé par l'UE, le GEF, le PNUD, le Bénin, le Burkina Faso, le Niger et l'UEMOA.
20. Le Programme FEM/ONG a pour objectif principal d'apporter des solutions locales aux problèmes de l'environnement mondial par l'appui à la réalisation de projets communautaires (Associations, Unions, Groupements, Fédérations) dans les domaines du FEM. Les domaines d'interventions sont : (i) conservation de la biodiversité ; (ii) changements climatiques ; (iii) lutte contre la pollution des eaux internationales; (iv) lutte contre la réduction de la couche d'ozone.
21. Le Luxembourg soutient la réalisation d'un projet d'inventaire forestier national.
22. Grâce au projet « Aménagement et exploitation des forêts pour le ravitaillement de Ouagadougou en bois de feu » soutenu par la FAO, sept chantiers d'aménagement forestier ont été établis dans la région du Centre-ouest. Les objectifs étaient d'approvisionner la ville de Ouagadougou en bois de feu, de protéger les forêts, de créer des emplois et des revenus pour les populations rurales et conserver la diversité biologique. En 2010 ces chantiers d'aménagement forestier couvraient une superficie totale de 237 118 ha (dont 70% en zone protégée) répartie sur 18 communes et 224 villages. Ces chantiers sont gérés par 231 groupements de gestion forestière totalisant 7841 membres (dont 27% de femmes) et enregistrent des recettes annuelles de 222 millions de FCA pour la vente de bois.
23. L'ASDI et le Luxembourg conviennent de formuler un programme d'appui harmonisé sur les axes suivants :

Pour l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI)

- le renforcement de la gestion décentralisée des forêts pour une production forestière et agro-forestière renforcée en faveur de la population pauvre ;
- le renforcement de certaines fonctions du MEDD, en particulier celles en lien avec la gestion des finances publiques et/ou le suivi-évaluation ;

Pour la Coopération Luxembourgeoise

- le renforcement des capacités des acteurs pour une gestion rationnelle des ressources forestières;
- un appui spécifique au ministère chargé de l'environnement pour renforcer les capacités de gestion et d'exécution financière dans le domaine des ressources forestières;
- un appui technique et financier au montage d'un fonds spécial destiné à soutenir les initiatives soumises par des promoteurs non étatiques, en matière de gestion durable des ressources naturelles.

Dans le domaine de la gestion durable des terres

24. Le PNUD soutient le Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des terres (CPP) dont le but est de combattre la dégradation des terres et la pauvreté au Burkina Faso, à travers un aménagement durable, décentralisé et équitable des ressources. Il s'agit notamment d'améliorer de manière durable la productivité des ressources rurales par l'utilisation d'une approche intégrée et holistique permettant au Burkina Faso d'inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales. Les interventions à ce jour ont permis la réalisation de l'étude sur la mise en place d'un Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable, la formation des personnes ressources des structures et cadres institutionnels impliqués dans la gestion des terres et l'inventaire des bonnes pratiques en matière de gestion des terres.

Dans le domaine de la décentralisation

Plusieurs partenaires techniques et financiers accompagnent le Burkina Faso dans la mise en œuvre du processus de décentralisation. On peut mentionner entre autres les programmes suivants:

- Le Programme de Renforcement de la Gouvernance qui a une composante gouvernance locale, soutenu par le PNUD
- Le Programme National de Gestion des Terroirs, phase II et le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PAC) financé par la Banque Mondiale
- Le Programme d'Appui à la Décentralisation et aux investissements Communaux (PADIC) financé par l'Union Européenne
- Le Programme Régional de Développement de la Région de la Boucle du Mouhoun financé par la Coopération Autrichienne
- Programme d'Appui à la Gestion des Collectivités Territoriales financé par la Coopération Suisse
- Le FICOM et le Programme de Décentralisation et de développement Communal financé par la Coopération allemande

Un Plan d'Action pour la mise en œuvre des Réformes Institutionnelles et Juridiques pour la Décentralisation dans le Secteur forestier (PRIJD/SF) a été élaboré par le Ministère chargé de l'environnement en 2006 avec l'appui de la FAO. Ce plan d'action précise les principes et bases légales de la réforme, ainsi que les fonctions, mandats et ressources des acteurs aux différents niveaux. Il prévoit une forte composante « formation » en direction des agents de l'Etat, des Collectivités Territoriales mais aussi des Organisations de la Société civile (OSC), du secteur privé et des médias. Sa mise en œuvre connaît cependant un retard important. Dans ce contexte les capacités d'appui-conseils des services déconcentrés et des organisations de la société civile pour la gestion des changements climatiques notamment sont faibles et devront être renforcées.

1.3. Le Cadre d'intervention du PNUD

1.3.1. Le cadre planification

1. Pour la période 2011-2015, la contribution du PNUD à la réalisation de l'UNDAF se fera à travers le Programme de Pays décliné en un plan d'actions pour la mise en œuvre du programme pays. Le Programme de Pays est articulé autour de deux composantes i) la contribution à l'atteinte des OMD et à la réalisation d'une croissance pro-pauvre et durable et ii) le renforcement de la gouvernance. Il s'appuie sur le plan stratégique du PNUD 2008 – 2013 et constitue une réponse aux priorités nationales telles que délinées dans la SCADD.
2. La composante « **Renforcement de la gouvernance** » comprend trois sous programmes: (i) gouvernance politique; (ii) gouvernance économique; (iii) gouvernance locale et administrative. La composante « **Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté** » comprend les quatre sous programmes ci-après : (i) augmentation des revenus et promotion de l'emploi décent en faveur des femmes et des jeunes ; (ii) lutte contre le VIH/SIDA ; (iii) prévention et gestion des crises et des catastrophes ainsi que (iv) gestion durable de l'environnement.
3. Le sous-programme Gestion Durable de l'Environnement se structure autour de 4 volets : a) le Mainstreaming de l'environnement dans les politiques nationales de développement notamment par le renforcement du lien pauvreté-environnement, b) le développement du partenariat pour une gestion durable des terres, c) la prise de conscience des impacts des Changements Climatiques ainsi que des mesures d'atténuation et d'adaptation à mettre en œuvre, et d) la conservation et la valorisation de la biodiversité au profit des communautés.
4. Le présent projet s'inscrit dans la mise en œuvre de ce sous-programme « gestion durable de l'environnement ». Il complète le portefeuille de projets lancés avant 2011 qui s'inscrivent dans la mise en œuvre des principales conventions des Nations Unies sur l'environnement. *Les acquis* du cycle précédent tiennent au fait qu'un éventail large et diversifié de projets a été mis en œuvre. Ces projets ont permis de mettre en place les bases de futures interventions à travers le renforcement du cadre institutionnel au niveau central, l'actualisation des instruments juridiques et la définition des orientations dans le domaine de l'environnement. Le portefeuille environnement dans le cycle précédent était cependant marqué par une prépondérance de financement FEM et des articulations insuffisantes entre les projets. Il a manqué par ailleurs une approche de type processus pour le renforcement de la gouvernance environnementale au niveau des collectivités territoriales qui ont pourtant vocation à jouer un rôle majeur dans la gestion de l'environnement.

1.3.2. Les priorités du PNUD dans le domaine de l'environnement pour la période 2011-2015

5. *La mainstreaming de l'environnement dans la planification du développement.* La période 2011-2015 sera marquée par la réalisation des programmes et l'élaboration de politiques sectorielles et de plans régionaux de développement qui permettront d'opérationnaliser la SCADD. Sur cette période certains départements ministériels s'engageront dans des processus de programmation pour s'inscrire dans l'approche budget-programme. Les autorités nationales ont choisi de faire de la SCADD, la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD). Le choix de concrétiser la SCADD au niveau régional à travers les plans régionaux de développement et d'élaborer un Programme National du Secteur Rural offre aussi l'opportunité de consolider l'intégration de l'environnement dans la planification locale.
6. *La gestion durable des terres.* Pour la période 2011-2015, le défi du Programme de Pays est de diversifier les partenariats dans la coordination et le financement de la gestion durable des terres. Le processus d'élaboration du PNSR constitue une opportunité majeure pour réaliser cet objectif stratégique, améliorer le cadre juridique et institutionnel et renforcer la diffusion des bonnes pratiques de gestion des terres.

7. **La Conservation et la valorisation de la diversité biologique.** Le défi majeur est d'établir des mécanismes au niveau décentralisé pour promouvoir l'adaptation basée sur la gestion des écosystèmes et de renforcer et assurer un meilleur partage des bénéfices de la valorisation des ressources biologiques pour les communautés riveraines et les collectivités territoriales.

8. **L'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.**

Les défis majeurs pour la période 2011-2015 résident dans la diffusion des bonnes pratiques et le renforcement de l'offre de services aux différents programmes et projets de développement et aux acteurs des collectivités territoriales pour améliorer leurs capacités à identifier, planifier et mettre en œuvre les mesures d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques. Le renforcement de l'approche programmatique et la mise en place de mécanismes de financement permettant d'assurer les impacts des projets au niveau des communautés de base sont des enjeux importants.

Les caractéristiques des initiatives ci-dessus présentées montrent bien que les interventions actuelles dans le domaine de l'environnement ont privilégié une approche sectorielle, l'intégration de l'environnement dans les plans nationaux de développement et le renforcement des dispositifs centraux de gestion de l'environnement. Bien que certains programmes aient prévu des actions de renforcement de capacités des acteurs des collectivités (PANA, CPP, IPE), il manque un dispositif ou une approche d'accompagnement à moyen ou long terme des acteurs des collectivités dans la gestion de l'environnement notamment dans la gestion des opportunités et risques liés changements climatiques. La faiblesse des capacités institutionnelles de gestion des changements climatiques au niveau décentralisé limite considérablement les impacts des programmes nationaux sur les communautés de base.

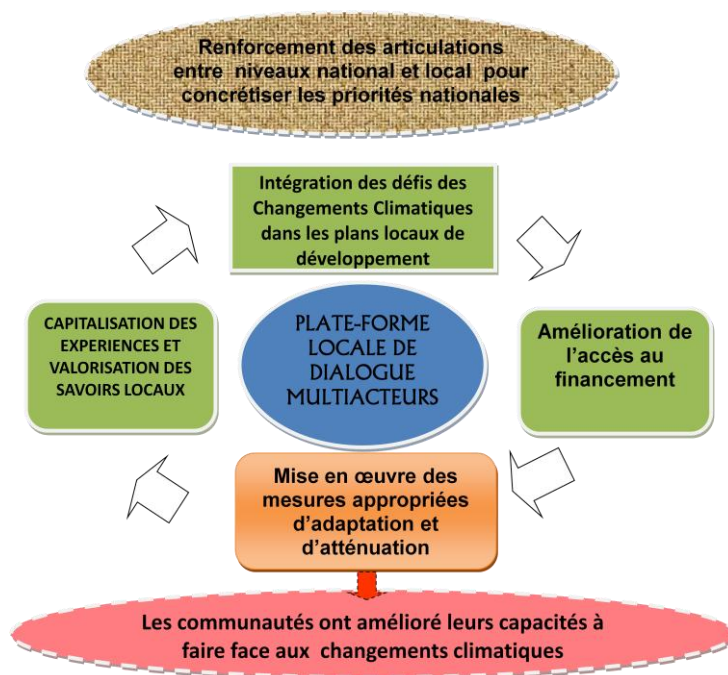
Pour assurer une plus-value par rapport au portefeuille de projets en cours et prendre en charge les défis émergents en tenant compte des avantages comparatifs du PNUD, cette nouvelle intervention cible l'interface entre les mécanismes nationaux et les dispositifs décentralisés et vise le renforcement des capacités des acteurs des collectivités dans la gestion des opportunités et risques liés aux changements. Le présent projet fait un focus sur les défis des changements climatiques et le mainstreaming mais il contribuera aussi sur les deux autres champs de défis que le PNUD cible pour la période 2011-2015.

SECTION II : OBJECTIFS, STRATEGIE, RESULTATS ATTENDUS ET ACTIVITES

L'objectif du projet est de renforcer au sein des collectivités territoriales, les capacités des acteurs publics et privés à gérer efficacement les risques et les opportunités liés aux changements dans la perspective de la croissance accélérée et de la réduction de la pauvreté.

2.1. Orientations stratégiques

La stratégie d'intervention reposera essentiellement sur le renforcement des articulations entre les niveaux national et local et le développement des capacités au niveau des collectivités territoriales. Le renforcement des capacités au niveau des collectivités territoriales s'appuiera sur une plate-forme de dialogue multi-acteurs pour catalyser l'apprentissage collectif, l'intégration des défis des changements climatiques dans la planification locale, améliorer l'accès au financement et assurer la mise en œuvre efficace des projets. Le schéma qui suit illustre cette stratégie.



Les principes d'intervention suivant détermineront la mise en œuvre du projet:

- **Le renforcement des capacités aux niveaux systémique, organisationnel et individuel.** Le PNUD Burkina Faso travaillera à renforcer les capacités des acteurs nationaux dans la perspective de la réduction de la pauvreté. L'approche générale du renforcement des capacités comportera un diagnostic intégrant l'auto-évaluation des capacités, l'analyse du gap entre les capacités actuelles et les capacités souhaitées puis l'élaboration et la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités.

- L'intervention du projet repose essentiellement sur **l'accompagnement de processus multi-acteurs** de développement de capacités institutionnelles pour accroître l'impact des transformations opérées au niveau des communautés de base. Le processus à accompagner implique les Elus Locaux, les organisations de la société civile, le secteur privé et les services techniques de l'Etat. Afin de faciliter l'accompagnement de processus de transformation des économies locales, la mise en œuvre du projet prendra en compte la flexibilité et la progressivité nécessaires pour faciliter l'adhésion des parties prenantes et garantir les meilleurs effets.
- **L'alignement des interventions sur les priorités de la SCADD et des programmes de sa mise en œuvre au niveau national et au niveau des collectivités territoriales.** Il s'agira d'accompagner des initiatives cohérentes avec les politiques sectorielles prioritaires de la SCADD, les orientations en matière d'environnement et les plans locaux de développement. Le projet consolidera la capacité des acteurs à traduire les priorités nationales en opportunités pour identifier et mettre en œuvre des actions de fond au profit des communautés de base.
- **La prise en compte de l'équité homme-femme** guidera la réalisation des diagnostics, la programmation, l'identification des bénéficiaires ultimes des actions, la définition des outils/mécanismes d'appui aux initiatives et la mise en œuvre du système de suivi-évaluation. Le projet sera attentif au renforcement de la place des femmes dans les processus de décision, la gestion des risques et opportunités des changements climatiques et la répartition des bénéfices de la gestion des ressources naturelles. Le projet privilégiera les principaux points d'entrée suivants pour améliorer l'équité homme-femme :
 - La composition des plateformes de dialogue multi-acteurs et leurs capacitation pour prendre en compte les questions de genre dans les diagnostics et la définition des priorités,
 - les processus de construction de nouvelles règles de gestion des ressources naturelles à travers les chartes locales,
 - le développement des outils de financement et de services non financiers qui tiennent compte des spécificités homme entre homme et femme,
 - l'appui à l'identification et la formulation de projets portés par les femmes
- **Le développement de partenariats stratégiques et de synergies** avec d'autres intervenants permettra d'éviter les duplications d'interventions, de valoriser les avantages comparatifs et de mutualiser les ressources et les expériences. La capitalisation des expériences, avec notamment la gestion des connaissances, va permettre de documenter les meilleures pratiques et de les diffuser à travers des réseaux nationaux et internationaux. La collaboration avec les institutions de recherche visera notamment à valoriser et compléter les connaissances et techniques endogènes en matière de gestions des risques climatiques. Le partenariat à développer inclura le secteur privé (sociétés minières, sociétés cotonnières, etc), les institutions de recherche et la coopération décentralisée. L'approche territoriale des changements climatiques (TACC) que le PNUD a développée avec d'autres partenaires pourrait être efficacement valorisée dans l'appui aux collectivités territoriales du Burkina Faso.
- **La flexibilité du dispositif et des mécanismes d'intervention sera déterminante** pour assurer la prise en charge efficace des défis qui émergeront au niveau local et les évolutions du contexte national et mondial notamment au niveau de l'architecture de la finance Climat et des progrès sur les technologies appropriées.

2.2. Effets et produits attendus

Le Projet de Consolidation de la Gouvernance Environnementale Locale s'inscrit dans le sous programme de Gestion Durable de l'Environnement du Plan d'Action du Programme de Pays (CPAP) 2011-2015 qui est la déclinaison opérationnelle du Programme Pays du PNUD (CPD) au Burkina Faso. Le CPD représente l'accord formel, entre le PNUD et le gouvernement, pour sa contribution au Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement au Burkina Faso (UNDAF, 2011-2015). Il tire son fondement de la SCADD et des domaines de coopération de l'UNDAF.

La gouvernance environnementale est *l'ensemble des mécanismes, procédés et institutions, qui englobe des normes et des valeurs, des comportements et des modalités organisatrices, par lesquels les citoyens, les groupes articulent leurs intérêts, défendent leurs différences et exercent leurs droits et obligations en matière d'accès et d'utilisation des ressources naturelles.*

Le projet contribuera à la réalisation **de l'effet UNDAF suivant** : « *la croissance économique accélérée est durable et pro pauvre* »

Les deux effets suivants du Programme de Pays (CPD) sont visés par le projet :

- **EPP 1.1** : Les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec la SCADD et les OMD y compris les défis démographiques
- **EPP 1.4** : Les structures nationales et les communautés de base pratiquent une approche intégrée du développement durable et de gestion des ressources naturelles.

Les interventions du projet seront articulées autour des axes suivants :

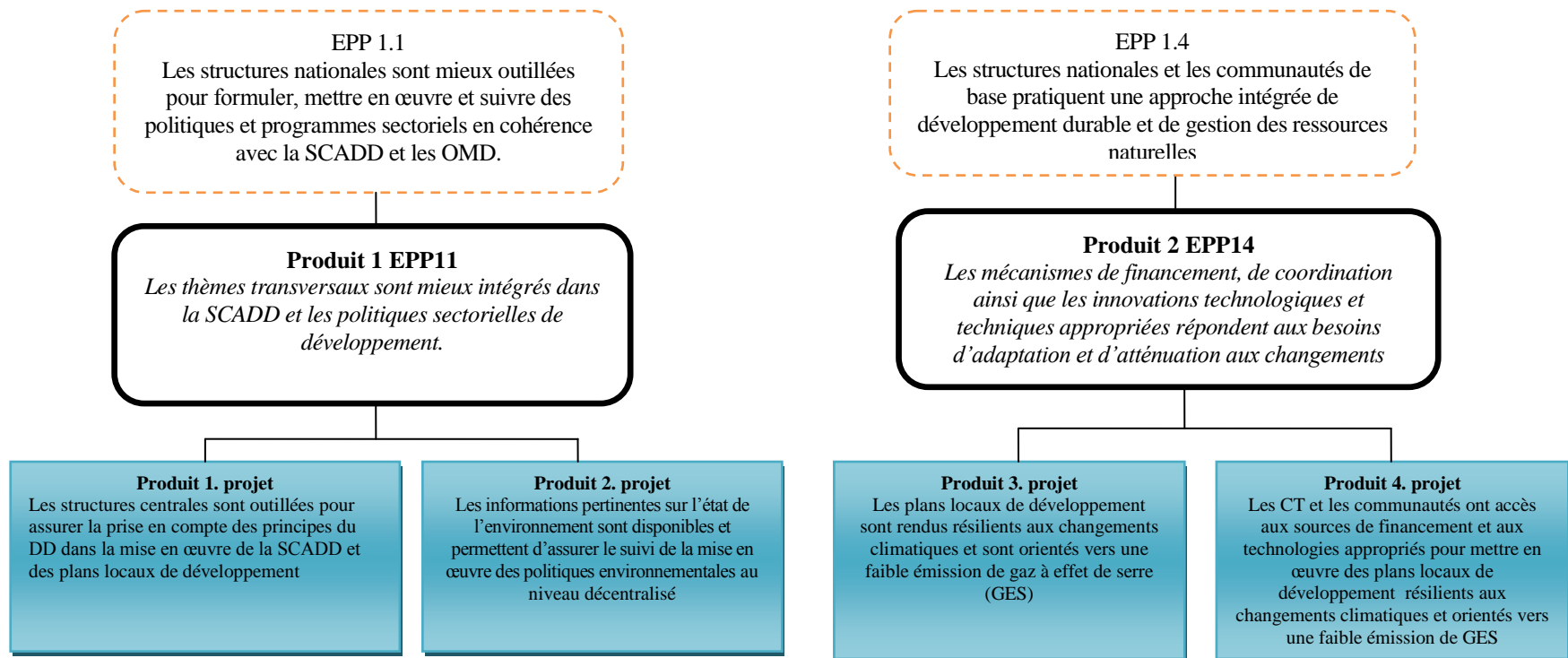
- Le développement d'un cadre institutionnel et de mécanismes nationaux favorables à une gouvernance environnementale locale efficace
- La production d'un système d'informations environnementales répondant aux exigences de la planification et du suivi du développement durable au niveau local
- L'appui à l'intégration des défis d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des émissions de carbone dans les plans locaux de développement
- L'amélioration de l'accès des collectivités territoriales aux sources de financement public et privé et aux technologies appropriées pour impulser une croissance durable.

Les interventions sur les deux premiers axes concernent les défis du développement durable alors qu'au niveau des collectivités territoriales les interventions se focalisent sur les défis des changements climatiques. Cette option tient compte du souci de valoriser les avantages comparatifs du PNUD, de cibler des aspects concrets de la durabilité dans l'appui au développement local et d'assurer un ancrage territorial des politiques nationales pour la gestion des changements climatiques.

Les actions sur les trois axes ci-dessus cités contribueront à **deux produits du Programme de Pays** :

- *Produit 1 EPP11 : les thèmes transversaux sont mieux intégrés dans la SCADD et les politiques sectorielles de développement.*
- *Produit 2 EPP14 : Les mécanismes de financement, de coordination ainsi que les innovations technologiques et techniques appropriées répondent aux besoins d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques.*

Les produits attendus du projet sont illustrés dans le diagramme qui suit :



2.3. Zone d'intervention

Le projet interviendra dans les régions du centre-nord et de l'est.

Le choix de la région du centre nord est déterminé par les considérations suivantes :

- le souci de consolider les acquis des projets PANA qui intervient dans le Namentenga
- les possibilités de développer des synergies avec les projets de l'Union Européenne dans les deux régions
- l'état de vulnérabilité des populations de ces deux régions
- les possibilités de synergie avec la Coopération Suisse et le Projet PAPE dans la région de l'est

2.4. Description des actions

Produit 1: Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement

1. **Renforcement des capacités de suivi de la SCADD par les structures du MEDD.** Pour assurer la prise en compte des principes de durabilité dans la mise en œuvre de la SCADD et du PNSR, la Direction des Etudes et de la Planification (DEP) du MEDD et le SP/CONEDD ont besoin d'améliorer leurs capacités à faciliter la collecte de l'information et l'évaluation des indicateurs de durabilité au sein des dispositifs de suivi et évaluation de la SCADD et du PNSR. Il s'agira d'accompagner ces structures dans la définition des outils pertinents leur permettant de renforcer leur légitimité et leur efficacité au sein des organes de pilotage de la SCADD et du PNSR. Un diagnostic des capacités de ces structures permettra d'élaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités pour faire face aux défis de la gestion de la durabilité de la croissance accélérée. Ces structures bénéficieront d'appui pour la définition et l'actualisation des matrices d'indicateurs de durabilité.
2. **Appui à la finalisation et au pilotage du PNSR.** En tant qu'outil de la mise en œuvre de la SCADD dans le secteur rural, le PNSR est un des piliers de la croissance envisagée. Le projet appuiera le renforcement des capacités du SP/CPSA à prendre en compte la durabilité dans la coordination et l'exécution du PNSR. Cet appui peut inclure la contribution au panier commun pour la mise en œuvre du PNSR comme outil de catalysation des investissements environnementaux dans les plans locaux de développement.
3. **Appui au processus de transfert de compétence de gestion des ressources naturelles aux collectivités territoriales**
Le projet appuiera l'organisation des réflexions nécessaires à la définition des outils juridiques consacrant le transfert effectif des compétences de gestion de l'environnement aux collectivités territoriales. Il s'agira surtout d'aider à identifier les dispositions qui garantissent un équilibre efficace entre les prérogatives légales des collectivités territoriales et les responsabilités des communautés dans la gestion des ressources naturelles. Les résultats des activités de capitalisation des expériences de gestion décentralisée des ressources naturelles alimenteront les réflexions pour l'élaboration des textes réglementaires pour le transfert des compétences de gestion de l'environnement. L'appui sera également fourni à la mise en œuvre des réformes sur la fiscalité relative aux ressources naturelles.

Appui à la préparation de la participation du Burkina Faso à la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (RIO+20). Avec l'élargissement récent des missions du ministère chargé de l'environnement aux questions du développement durable, les responsables

du département éprouvent le besoin d'assurer une compréhension nationale des enjeux du développement durable et de renforcer le cadre institutionnel pour mieux faire face aux nouveaux défis. Ces préoccupations seront prises en charge dans le cadre de la préparation de la contribution du Burkina Faso à la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (Rio+20). Le projet appuiera la préparation du rapport national sur le développement durable et l'organisation d'un atelier national de validation. Les activités de sensibilisation et de plaidoyer sur les résultats de la Conférence seront également soutenues pour consolider le cadre institutionnel du développement durable et booster les efforts nationaux en faveur de l'économie verte.

4. **Appui à la concertation autour des interventions dans le domaine de l'environnement.** Face aux défis des changements climatiques de nombreuses initiatives (PIF, PANA, RED) voient le jour dans le domaine de l'environnement. Il s'avère de plus en plus impérieux de créer les espaces de dialogue entre les partenaires techniques et financiers (PTF) mais aussi entre le gouvernement et les PTF pour garantir l'efficacité des appuis fournis. Le Projet favorisera la mise en cohérence des initiatives d'appui en identifiant les préoccupations transversales à soumettre aux cadres de concertation au niveau national, en tenant en à jour une fiche synoptique des différentes initiatives susceptibles d'influencer la gouvernance environnementale locale et initiant des rencontres de concertation autour de sujets qui le requièrent. Pour consolider l'approche du Burkina dans l'identification et la mise en œuvre de mesures appropriées d'atténuation, le projet fournira l'appui-conseil aux structures nationales concernées. Cet effort de concertation et d'appui à la coordination devra être assuré tant au niveau national qu'au niveau des collectivités territoriales.

Produit 2 : les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé

5. **Appui à la mise en place et au fonctionnement de l'Observatoire National et des bases de données environnementales.** La qualité et la pertinence de l'information environnementale déterminent la qualité des décisions dans l'élaboration des politiques, plans et stratégies de développement et l'objectivité de l'évaluation des progrès des différentes interventions. C'est pourquoi le projet consolidera les initiatives en cours pour assurer l'édition régulière d'informations sur l'évolution de l'environnement qui répondent aux besoins des processus de planification et de suivi du développement local. Il s'agira surtout de consolider les bases de données environnementales relatives aux communes. Les activités consisteront en l'appui à l'élaboration périodique du Rapport sur l'Etat de l'Environnement et l'élaboration des notes de communication sur la diversité biologique et les changements climatiques.
6. **Réalisation d'évaluations rétrospectives environnementales de stratégies nationales.** Afin d'inciter la recherche du meilleur ancrage territorial des politiques et stratégies nationales, le projet réalisera des évaluations rétrospectives environnementales de stratégies nationales sur les territoires des collectivités. Il s'agit de documenter les impacts environnementaux résultant de la mise en œuvre de choix stratégiques comme l'établissement des pôles de développement prévus dans le cadre de la SCADD.
7. **Appui à la mise en place de systèmes d'alerte précoce au niveau local.** Les impacts négatifs des aléas climatiques sur les campagnes agricoles peuvent être significativement réduits grâce à des systèmes d'alerte précoces combinant les techniques modernes et les savoirs-faire et

connaissances des communautés. Le projet facilitera la construction de systèmes d'alerte à travers la collaboration entre les chercheurs et les détenteurs de savoirs traditionnels au sein des communautés. Les dispositifs qui en résulteront devront être des outils d'information efficaces pour la gestion des risques liés à la variabilité de la pluviométrie.

Produit 3: Les plans locaux de développement sont rendus résilients aux changements climatiques et sont orientés vers une faible émission de gaz à effet de serre

Les plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de gaz à effet de serre (GES) résultent de processus multi-acteurs et multisectoriels d'identification d'opportunités d'adaptation et d'atténuation et de mécanismes de financement réalistes pour réduire la vulnérabilité d'une région donnée aux risques liés aux changements climatiques dans un processus de développement durable. Les processus sont fondés sur des informations scientifiques, des analyses institutionnelles, financières et socio-économiques robustes et intégrées, des scénarios de changements climatiques, des besoins de développement durable et des options de réponses. Elles aboutissent à des feuilles de route stratégiques et programmatiques pour placer les économies locales sur des trajectoires de développement à faible carbone et résilients aux changements climatiques.

8. **Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement des capacités de gestion des changements climatiques au niveau des collectivités.** Les plans locaux de développement (plans régionaux et plans communaux) constituent les outils de base pour la réalisation des ambitions nationales en matière d'environnement. Le processus de décentralisation au Burkina Faso abordera au cours de ce cycle une phase de consolidation majeure avec le parachèvement du transfert des compétences. Les collectivités devront ainsi assurer de nouvelles compétences par rapport à la gestion de l'environnement.

Il s'avère nécessaire de rendre les acteurs des collectivités (au niveau régional et communal) capables d'accroître la résilience du développement local aux changements climatiques et de promouvoir des mécanismes pro-pauvres de création de richesses. Le projet appuiera le processus de renforcement des capacités des différents profils d'acteurs au niveau décentralisé (élus, locaux, services techniques déconcentrés, organisations de la société civile, prestataires de services, opérateurs privés). Les activités porteront sur l'appui à l'analyse des capacités, l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement des capacités de prise en charge des défis des changements climatiques et l'appui à la mise en place ou au renforcement de cadres de gouvernance au niveau régional et communal. Ces cadres de gouvernance devront être capables d'assurer le caractère participatif, transversal, cohérent de la programmation régionale et communale en tenant compte des risques et opportunités des changements climatiques. Ils incitent les partenaires à aligner leurs interventions sur les objectifs, activités et projets identifiés dans le souci de renforcer la résilience aux changements climatique et d'obtenir de faibles émissions de gaz à effet de serre. Ils conviennent des mécanismes et outils de suivi et d'évaluation des performances des interventions dans le domaine des changements climatiques. Une attention particulière sera portée sur les capacités de ces cadres à assurer la prise en compte du genre dans la programmation et le suivi-évaluation des interventions.

Les formations seront organisées notamment à l'intention des organisations de la société civile pour leur permettre de valoriser au mieux les espaces de participation citoyenne disponibles. Les structures d'appui conseil privés et publiques bénéficieront également des formations destinés à leur faire maîtriser les outils pertinents pour l'appui méthodologique à l'élaboration de plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de gaz à effet de serre.

9. **Mise au point d'outils d'analyse de la vulnérabilité et de définition d'options d'adaptation au niveau décentralisé.** Les activités concernent la mise au point ou l'adaptation des outils d'analyse de vulnérabilité, de définition d'options d'adaptation au niveau décentralisé et l'appui à l'adaptation des guides d'élaboration des plans régionaux et communaux de développement.

10. **Capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques**

Afin de faciliter l'adaptation ou l'adoption des pratiques efficaces en termes d'adaptation et d'atténuation, le projet portera une attention particulière à la capitalisation des expériences dans la gestion des ressources naturelles, la promotion des technologies appropriés et des énergies alternatives. Le défi dans les activités de capitalisation est d'assurer la valorisation des savoirs-faire endogènes et de faciliter l'accès des acteurs des collectivités aux connaissances scientifiques et technologiques pertinentes pour la transition des économies locales vers une croissance pro-pauvre, à faible impacts sur l'environnement et résiliente aux changements climatiques.

11. **Appui à l'intégration des défis d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des émissions de carbone dans les plans locaux de développement.**

Le projet soutiendra en collaboration avec les autres structures d'appui comme le Programme de Renforcement de la Gouvernance, l'intégration de la dimension changements climatiques dans les plans régionaux de développement et les plans communaux de développement en mettant à disposition les compétences et les outils appropriés pour la prise en compte des risques et des opportunités liés aux changements climatiques. Les plans locaux élaborés dans ce contexte doivent établir les bases du verdissement des économies locales. Les étapes importantes suivantes marqueront l'élaboration des plans régionaux de développement résilients aux changements climatiques et à faible émission de carbone :

- Mise en place d'une plateforme de partenariat et de coordination et d'un processus participatif de planification
- Préparation d'un profil de changement climatique et de scénario de vulnérabilité
- Identification d'options stratégiques pour la faible émission de carbone et des trajectoires de développement résilients aux changements climatiques
- Priorisation des options stratégiques à travers des évaluations de faisabilité technologiques, sociales et financières et des analyses coût-bénéfices.
- Préparation de la feuille de route du développement à faible émission et résilient aux changements climatiques

12. **Appui à l'élaboration des chartes locales pour la gestion des ressources naturelles**

L'élaboration des chartes locales pour la gestion des ressources naturelles et les actions pilotes au profit des communautés constituent les principaux points d'entrée du projet pour la promotion de l'équité homme-femme dans la gestion des ressources naturelles. En effet l'appui à la construction de nouvelles règles communautaires de gestion des ressources offre l'opportunité d'accompagner l'analyse des iniquités et l'identification de mesures qui renforcent la place de la femme dans le processus de décision, son accès aux ressources et le renforcement de ces capacités techniques. Le projet appuiera l'élaboration des chartes foncières locales par les communautés qui en éprouvent le besoin pour des ressources stratégiques pour leur adaptation aux changements climatiques.

Produit 4: Les Collectivités Territoriales et les communautés de base ont accès aux sources de financement et aux technologies appropriés pour mettre en œuvre des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de gaz à effet de serre

13. Appui à la mise en place d'un Fonds National pour le Climat (FNC)

Le Fonds National pour le Climat est un mécanisme qui permettra au Burkina Faso de gérer ses engagements vis-à-vis de la Finance Climat en facilitant la collecte, la combinaison des sources de financement, la coordination et le compte-rendu. Le FNC offre notamment un système propre au pays pour l'établissement d'objectifs sur les changements climatiques, la programmation stratégique, la supervision de l'approbation de projets relatifs aux changements climatiques, l'évaluation des performances des projets, le contrôle de la conformité aux politiques nationales, le contrôle financier sur les fonds reçus et l'appui à la gestion des partenariats. Les appuis du présent projet permettront notamment aux acteurs nationaux de définir les objectifs stratégiques du fonds, convenir des sources de financement du fonds, établir le système de gouvernance qui optimise les performances du fonds, définir les modalités de gestion fiduciaire conformes aux multiples exigences, définir les modalités de mise en œuvre et établir un système adéquat de suivi-rapportage-vérification.

14. Adaptation des mécanismes de financement du développement local. Le nouveau paysage du financement des changements climatiques offre des opportunités d'accès direct que le Burkina Faso s'est engagé à saisir. Le projet contribuera à l'adaptation des mécanismes de financement du développement local pour tenir compte des résultats d'analyse de la vulnérabilité, des options d'adaptation et d'atténuation pour les territoires d'intervention. Le projet fournira des inputs pour adapter notamment le Fond Permanent de Développement des Collectivités Territoriales aux exigences d'accroissement de la résilience aux changements climatiques. Les activités viseront aussi à faciliter la prise en compte des exigences de financement des plans et projets locaux par les mécanismes nationaux de financement de l'adaptation et de l'atténuation et l'appui aux réformes de la fiscalité locale pour améliorer la gestion de l'environnement. Le projet appuiera l'identification de mécanismes pour assurer l'accès des collectivités territoriales aux ressources mobilisées par le pays à travers les instruments globaux de financement du Climat (Fonds précoces, Fonds Adaptation, Fonds Vert pour le Climat, etc.). Dans l'adaptation des mécanismes de financement, une attention particulière sera portée à l'accès des femmes au financement notamment à travers les critères d'éligibilité, le choix des activités cibles et la composition des organes de gestion des instruments financiers publics.

15. Renforcement des capacités institutionnelles de mobilisation et de gestion des ressources financières. Le projet investira dans une stratégie de renforcement des capacités des élus locaux, des staff techniques des Conseils Régionaux et des mairies afin de les rendre capables de valoriser les opportunités de financement qui existent. Il s'agit notamment de contribuer à la mise en place ou au développement de mécanismes de coordination et de financement d'un développement local qui prend en compte la durabilité environnementale. Les actions du projet porteront en outre sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation de financement, les capacités de gestion, de rapportage et de contrôle interne pour satisfaire les exigences des mécanismes de financement existant.

16. Appui à l'élaboration de projets. Des appuis-conseils seront fournis pour l'établissement de partenariats entre les collectivités et d'autres intervenants comme les sociétés minières, les sociétés cotonnières et la coopération décentralisée. Des soutiens seront fournis aux collectivités territoriales et aux communautés pour élaborer et mettre en œuvre des projets basés sur l'approche territoriale du climat. Une attention particulière sera portée sur l'identification de projets qui

renforcent de façon déterminante les capacités d'adaptation des femmes et des jeunes aux changements climatiques.

17. Appui à la mise en œuvre des plans locaux de développement et des projets

Le projet fournira aux collectivités et aux communautés l'appui-conseil nécessaire à la mobilisation des compétences, la programmation, la réalisation des actions et la mise en œuvre du suivi-évaluation pour la réalisation des plans locaux de développement et des projets notamment pour les composantes relatives aux défis environnementaux. Le projet financera la mise en œuvre des projets d'adaptation et ou d'atténuation des plans régionaux de développement et des plans communaux de développement des deux communes les plus vulnérables aux changements climatiques dans chaque région.

- 18. Appui aux initiatives de promotion de technologies appropriées.** Les Plates Formes Multifonctionnelles installées dans les communes constituent des centres de promotion des services énergétiques et des points d'appui pour le renforcement des filières porteuses. Le projet soutiendra ces plates-formes dans le développement d'énergies alternatives et d'emplois verts. En 2010 le FEM/ONG a formé à titre pilote six femmes rurales en Inde pour la promotion de l'accès de services énergétiques durables en milieu rural. Le projet soutiendra la réplication de cette expérience dans les communes où ce type d'expertise locale peut catalyser la réalisation des objectifs de développement des énergies alternatives et promotion d'emplois. Il contribuera à mobiliser des financements pour conduire des recherches –action sur l'énergie alternative.

2.5. Stratégie de partenariat

19. Le PNUD/BF mettra à la disposition du projet des ressources sur fonds TRAC (ressources propres du PNUD). Mais il travaillera en collaboration avec le Gouvernement à mobiliser des ressources additionnelles auprès d'autres partenaires. A ce titre la coopération avec d'autres partenaires techniques et financiers sera explorée notamment avec l'Union Européenne, la Coopération Luxembourgeoise et la Coopération Suisse. Les entreprises minières, les compagnies de distribution des hydrocarbures et les sociétés cotonnières, dont les activités économiques ont des impacts sur l'environnement, pourront être mis à contribution pour financer (ou cofinancer) à travers leurs fonds « sociaux ».

20. Le tableau ci-dessous donne les plages de convergences avec les autres sous-programmes du CPAP et les programmes des autres partenaires:

SOUS-PROGRAMME	PLAGES DE CONVERGENCE
Renforcement de la Gouvernance du PNUD	Le Programme Gouvernance assure le lead de l'appui à l'élaboration d'outils de planification locale et à l'élaboration des plans communaux de développement (PCD) et le projet COGEL fournit les outils pour le mainstreaming de l'environnement et le renforcement des capacités des prestataires de services qui accompagnent l'exercice Le Programme Gouvernance assure le lead pour l'appui au parachèvement du cadre juridique et financier de la décentralisation. Le projet COGEL appuiera la préparation des services techniques du MEDD pour contribuer efficacement sur la thématique du transfert de compétences de Gestion des Ressources Naturelles Dans les régions où le Programme Gouvernance met à disposition des régions du personnel cadre le PROJET COGEL contribuera au renforcement de leurs capacités pour la prise en compte des défis environnementaux.
Revenus et emplois décents du PNUD	Le projet COGEL prend le lead pour l'appui aux initiatives de valorisation de la biodiversité par les communautés riveraines des aires protégées et aux initiatives de promotion d'emplois verts et à la finance carbone. Le sous-programme revenus et emplois assure l'organisation des acteurs au sein des filières et l'accès au marché.
Prévention et gestion des crises et des catastrophes du SNU	Le projet COGEL sollicite les compétences du sous-programme PGCC pour assurer le mainstreaming de la gestion des risques climatiques dans la planification locale là ce sous-programme n'intervient pas.
Programmes de l'Union Européenne	Mise en place des conditions de base de l'Economie Verte au niveau régionale Reforme fiscale environnementale Changements Climatiques et Nutrition dans les communes où les déficits céréaliers sont récurrents

SECTION III : ARRANGEMENTS DE GESTION

3.1. Modalités de mises en œuvre

21. Le projet sera mise en œuvre selon la modalité d'exécution nationale (NEX/NIM) en tant que projet de la catégorie B conformément au décret n° 2007-775/PRES/PM/MEF portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso. Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable sera le partenaire de mise en œuvre du projet. Il est à ce titre responsable devant l'Autorité Gouvernementale de Coordination et devant le PNUD de la production des résultats escomptés, de la réalisation des objectifs du projet et de l'utilisation des ressources.
22. Il travaillera en étroite collaboration avec les autres partenaires concernés par les activités programmés par le sous-programme. Le Secrétaire Permanent du CONEDD sera le Directeur National du projet. A ce titre il cosigne avec l'Ordonnateur National les demandes d'avance de fonds, les demandes de paiement direct, les demandes de remboursement et les FACE (Funding Authorization and Certificate of Expenditures).
23. Le projet sera exécuté sur la base de plans de travail annuels signés par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et le PNUD.
24. Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable mettra en place une Unité de Gestion du projet qui comprendra:
 - a. Un coordonnateur national,
 - b. Un expert en suivi-évaluation
 - c. Un gestionnaire-comptable
 - d. Une secrétaire de direction
 - e. Un chauffeur
 - f. Un agent de sécurité

Une équipe d'appui-conseil comprenant un conseiller environnement et un financier pourra être mise à la disposition des Conseils Régionaux là où l'expertise existante au sein des Conseils Régionaux n'est pas capable d'assumer les responsabilités requises pour le succès des actions appuyées par le projet. Cette équipe assurera notamment les fonctions de conseiller à la maîtrise d'ouvrage du Conseil Régional et des Communes. Dans les régions où les Agences Régionales de Développement (ARD) sont opérationnelles les fonctions d'appui-conseils dans le domaine de l'environnement pourront être prises en charge par les compétences des ARD.

Les termes de référence des différentes compétences sont en annexe.

25. Les activités de coordination, de suivi & évaluation, mais également le renforcement des capacités de l'équipe du projet sont pris en compte dans la rubrique unité de coordination du budget. Par renforcement des capacités on entend aussi bien les formations classiques que la participation à certaines rencontres thématiques et des voyages d'échanges.
26. Les décaissements de la contribution du PNUD se feront par avances trimestrielles dans un compte ouvert au nom du projet à la BECEAO ou au Trésor Public. Certains décaissements convenus d'accord parties entre le PNUD et le MEDD se feront par paiement direct à la demande du Directeur National du projet. A la fin de chaque trimestre, l'administration du projet produira un rapport technique relatif à la mise en œuvre des activités et un rapport financier relatif à l'avance reçue au titre du trimestre en question et conformément aux normes et standards convenus avec les partenaires financiers. L'avance reçue au cours du trimestre devra être justifiée à la fin du trimestre à partir d'un taux d'absorption d'au moins 80% permettant le déclenchement

d'une nouvelle avance. La gestion de la contribution du PNUD sera assurée par l'administration du projet qui s'entourera de gestionnaires expérimentés pour assurer les écritures et le suivi comptable ainsi que le suivi de l'utilisation des actifs et équipements du projet. La gestion du compte respectera les dispositions convenues par le Gouvernement et le PNUD dans le manuel des règles et procédures de gestion des programmes/projets sous exécution nationale.

27. **L'audit du projet** sera effectué annuellement selon les procédures en vigueur en matière de mise en œuvre nationale notamment en fonction du montant du décaissement annuel. Le projet devra être audité au moins une fois dans son cycle de vie, mais peut être audité tous les ans selon qu'il sera reflété dans le plan d'audit annuel préparé conformément aux directives et termes de références mises à disposition par le Bureau des Audits et Investigations du siège du PNUD. Les rapports d'audits annuels incluant le rapport sur les comptes annuels et le rapport sur le contrôle interne seront transmis par le PNUD aux PTF qui contribuent au financement du projet.

3.2 Dispositif de pilotage

28. Il sera mis en place un comité de pilotage du projet présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Le pilotage du projet peut être assuré par un comité commun à plusieurs projets similaires ou connexes. Les attributions, la composition et le fonctionnement du comité de pilotage seront définis par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable conformément au décret n° 2007-775/PRES/MEF du 22 novembre 2007 portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso. Les attributions suivantes sont assurées par le comité de pilotage:

- d'examiner le plan d'exécution du projet ;
- d'examiner les différents rapports d'évaluation du projet ;
- d'examiner les rapports d'activités et financiers périodiques ;
- d'examiner le programme d'activité annuel, le budget et le plan de passation de marché ;
- de veiller à la mise en œuvre des recommandations du comité de pilotage, des missions de supervision et de suivi et des différents audits ;
- d'évaluer les performances du Coordonnateur (trice) du projet conformément à sa lettre de mission ;
- de faire des recommandations à l'attention du Coordonnateur et des différents partenaires intervenant dans la vie du projet;
- d'approuver les états financiers du projet ;
- d'examiner tout dossier soumis à son appréciation.

Le Comité de Pilotage comportera des représentants des collectivités territoriales bénéficiaires des interventions du projet.

29. Au niveau de chaque région d'intervention du projet, un comité de régional de suivi sera mis en place. Son rôle est de proposer les orientations des interventions du projet dans la région, de faciliter la mise en place d'une plate-forme de partenariat pour la mise en œuvre des actions, de suivre et évaluer les progrès du projet dans la réalisation des résultats attendus dans la région et de faire des propositions au Comité de Pilotage en vue d'améliorer les résultats du projet. Il est composé du Conseil Régional, de représentants des Conseils Municipaux, des services techniques régionaux, de la société civile, du secteur privé et des projets et programmes intervenant dans la région. La présidence est assurée par le Président du Conseil Régional et le rapportage par le Directeur Régional de l'Environnement et du Développement Durable.

3.3 Moyens matériels de mise en œuvre

Apport du Gouvernement:

Le Gouvernement mettra à la disposition du projet des locaux appropriés pour le fonctionnement normal du sous programme et prendra en charge les frais de fonctionnement (téléphone, électricité et eau) ainsi que d'entretien. Il prendra les dispositions financières nécessaires pour assurer la prise en charge des indemnités du personnel de l'unité de gestion et des membres des comités de pilotage qui ne sont pas pris en charge par le PNUD et pour compenser le retrait progressif du PNUD dans le financement du projet.

En outre il facilitera la mise en œuvre des volets du projet en créant les meilleures conditions de collaboration et d'échanges entre le projet et les directions techniques des ministères concernés en vue de garantir une meilleure pérennisation des résultats.

Apport du PNUD

En plus de l'assistance technique énumérée ci-dessus, la contribution du PNUD couvrira les principaux équipements ci dessous:

- Un véhicule 4X4
- Un véhicule léger
- 8 ordinateurs de bureaux
- Du mobilier de bureau
- Deux ordinateurs portables

3.4. Suivi et évaluation

30. Il sera mis en place un système de suivi-évaluation qui permettra:
- d'impliquer les collectivités territoriales et les communautés bénéficiaires afin qu'elles s'approprient la réalisation des résultats et s'engagent à les renforcer;
 - d'illustrer le succès des résultats de développement, de montrer ce qu'ils apportent aux populations ciblées;
 - de susciter et maintenir l'engagement des bénéficiaires et d'autres parties prenantes afin de répondre aux défis opérationnels rencontrés;
 - d'entretenir une culture de suivi inclusive et axée sur les résultats de développement fixés de commun accord;
 - d'alimenter l'apprentissage collectif et la prise de décisions;
 - de collecter et analyser les données liées aux activités du projet;
 - de fournir les données nécessaires à l'alimentation de l'Observatoire;
 - de renseigner les indicateurs qui seront retenus dans la cadre de la mise en œuvre du projet
 - de mesurer les effets réels du projet sur les populations bénéficiaires
31. Une situation de référence sera préparée au début du projet pour mieux affiner les valeurs de références et les cibles des indicateurs. Elle permettra aussi de prendre en compte certains indicateurs que les porteurs des initiatives accompagnées jugent importantes pour l'évaluation de l'action. Les fonctions du suivi et d'évaluation du projet seront surtout assurées par l'équipe de projet sous la supervision du comité de pilotage, de la Direction Générale de la Coopération et du PNUD. Les procédures et standards utilisés seront ceux du PNUD en rapport avec les indicateurs retenus dans le cadre de résultats du projet. Le système de suivi-évaluation permettra de renseigner les produits, les effets escomptés et l'évolution du contexte (risques et opportunités). Elle sera précédée par une mise à niveau de l'équipe du projet et des principales structures de mise en œuvre sur les outils de la gestion axée sur les résultats.
32. Le tableau ci-dessous indique les activités indicatives du suivi-évaluation ainsi que les parties responsables. (Voir pour plus de détails l'annexe 4, Plan annuel 2011 de suivi et évaluation)

Activités	Responsable principal	Périodicité
Rapport trimestriel d'activités (QORs)	Unité de coordination	Trimestrielle
Rapport annuel d'avancement des projets et programmes (APRs)		Annuelle
Réunion du Comité de pilotage	MEDD	Une session en début d'année pour examiner les rapports et une session en fin d'année pour valider le plan de travail annuel
Auto-évaluation assistée à mi-parcours	MEDD	Après deux ans de mise en œuvre du projet
Evaluation indépendante à mi-parcours finale	Comité de Pilotage & MEF, PNUD	A mi-parcours
Evaluation indépendante finale	Comité de Pilotage & MEF, PNUD	et à la fin de la mise en œuvre du sous-programme

33. Le plan de Suivi-évaluation fournira les outils pour :
- Assurer une gestion du projet orientée vers les résultats ;
 - Suivre et mesurer les produits, les effets et les impacts du développement durable en rapport avec les indicateurs définis ;

- Garantir une participation effective de toutes les parties prenantes y compris la population locale ;
 - Mieux coordonner les interventions des partenaires sur le terrain.
 - Faciliter l'apprentissage et la gestion des connaissances
34. A partir des études de base réalisées au démarrage du projet et en accord avec les règles et procédures du POPP du PNUD, le Coordonnateur National du projet mettra en place un système de suivi/évaluation interne des activités du projet.

Rapports obligatoires.

Le coordonnateur national du projet présentera :

- Tous les trois mois un rapport de progrès trimestriel selon les critères et les méthodes de qualité prévus dans le format de Gestion axée sur les résultats.
- Un rapport semestriel préparé sur la base des rapports trimestriels consolidés
- Et un rapport annuel du projet en fin d'année, préparés sur la base des différents rapports trimestriels combinés et analysant la contribution annuelle du projet aux résultats attendus du programme.

Le Directeur National soumettra tous les trimestres au Représentant Résident du PNUD sous le Couvert du Directeur Général de la Coopération, le formulaire d'Autorisation de Financement et Certificat de Dépenses (FACE) qui rend compte des dépenses cumulées par trimestre des fonds avancés par le PNUD.

Outils de suivi

- Un Journal des Problèmes devra être élaboré et mis à jour par le coordonnateur national afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes éventuels, ou de toute action de contrôle du changement.
- Sur la base de l'analyse initiale de risque, un journal des risques devra être élaboré et mis à jour régulièrement suite à la revue de l'environnement externe dont certains changements pourraient affecter la mise en œuvre du projet.
- Un Journal des enseignements tirés devra aussi être élaboré et mis à jour régulièrement en vue d'assurer un apprentissage continu et de faciliter l'élaboration du rapport des Enseignements tirés en fin de projet.

Suivi effectué par le Comité de Pilotage du Projet

Sur la base des rapports trimestriels consolidés, le comité de pilotage se réunit deux fois au moins dans l'année. Il s'attachera à évaluer les progrès du projet et sa contribution aux produits prévus. Dans la dernière année du projet, la réunion du dernier comité de pilotage devra constituer une revue finale du projet.

Le Comité de Pilotage du Projet peut aussi être sollicité pour tout dépassement du seuil de tolérance par rapport au plan du projet (budget, activités, produits, autres), aggravation d'un risque ou émergence d'un problème majeur.

Evaluation du projet

Le projet fera l'objet d'une évaluation à mi parcours et d'une évaluation finale respectivement en 2013 et 2015. L'évaluation finale du projet aura lieu trois mois avant la fin du projet.

3.5. Cadre légal

35. Ce document et le Plan d'Action du Programme de Pays (CPAP) signé par le Gouvernement et le PNUD le 4 mai 2011 constituent l'instrument visé à l'Article premier du Paragraphe 2 de l'Accord-type d'assistance de base conclu le 19 juillet 1976, entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Programme des Nations Unies pour le Développement. Aux fins de l'accord de base, le Partenaire de mise en œuvre dans le pays hôte sera le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Tenant compte de ce qui précède, la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, et des biens du PNUD gérés par le partenaire de mise en œuvre relève du partenaire de mise en œuvre.
36. Le partenaire de mise en œuvre devra :
- mettre en place un plan approprié de sécurité ;
 - mettre à jour ledit plan en prenant en compte la situation sécuritaire du pays ;
 - assumer tous les risques liés à la sécurité du partenaire de mise en œuvre et la mise en œuvre intégrale du plan de sécurité.
37. Le PNUD se réserve le droit de vérifier la mise en place du plan de sécurité et de suggérer des modifications si nécessaire. Une défaillance dans la mise en œuvre et la mise à jour du plan approprié de sécurité tel que requis sera considérée comme une rupture du présent accord. Le partenaire de mise en œuvre s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour s'assurer qu'aucun financement reçu du PNUD dans le cadre du projet n'est alloué à une personne ou une entité associée au terrorisme et qu'aucun bénéficiaire des financements du PNUD n'apparaît sur la liste du Comité du Conseil de Sécurité établie conformément à la Résolution 1267 (1999).
38. Cette liste est accessible par le lien <http://un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng/htm>. Cet engagement doit être inclus dans tous les sous-contrats ou sous-engagements entrant dans le cadre de ce document de projet. Les équipements et fournitures nécessaires au fonctionnement du projet bénéficieront de l'exonération des droits, taxes et impôts en vigueur au Burkina Faso. Le Projet bénéficiera également de l'enlèvement immédiat sous douane de tous les équipements et fournitures importés au titre du projet. La régularisation douanière devra être effectuée dans un délai de trois (3) mois.
39. Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au document qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD, à condition que celui-ci ait l'assurance que les autres signataires du document n'ont pas d'objections à l'égard des changements proposés :
- les révisions ou compléments apportés aux annexes du descriptif du projet ;
 - les révisions n'ayant pas d'incidences notables sur les objectifs, les produits et les activités du projet, mais qui sont dues à un réaménagement des apports déjà convenus ou à des augmentations de coûts dues à l'inflation ;
 - les révisions annuelles obligatoires ayant pour objet le rééchelonnement de la fourniture d'apports déjà prévus, l'accroissement dû à l'inflation des coûts des services d'experts ou d'autres charges et la prise en considération du traitement préférentiel accordé à l'Agence d'exécution pour le remboursement de ses dépenses.

3.6 Journal des risques

1. La matrice ci-dessous synthétise les risques potentiels pouvant influencer sur la mise en œuvre du programme ainsi que les mesures de mitigation appropriés.

#	Description	Catégorie	Impacte & Probabilité	Mesures de gestion du risque	Responsable	Identifié par	Date d'identification	Dernière mise à jour	Statut
1	Conflits autour de l'utilisation des ressources naturelles partagées	Sécuritaire	L'expérimentation de nouvelles approches de co-gestion des ressources naturelles avec les communautés de base, est potentiellement porteuse de conflits entre utilisateurs P = 3	La mise en place d'une plate-forme de concertation multi-acteurs contribuera à réduire ce risque. L'approche inclusive et participative qui caractérisera tous les processus accompagnés constitue aussi un atout	MAIRE	PNUD	Avril 2011. A la formulation du sous-programme	-	-
2	Catastrophes naturelles; Sécheresse, inondations, etc...	Environnemental	Des événements naturels extrêmes (Inondation, sécheresses, etc...) pourraient intervenir dans les zones de mise des projets P = 2	La réalisation des ces événements est pour la plus part hors de contrôle, toutefois le projet intègre dans toutes les composantes de nombreuses activités d'adaptation et l'adoption d'une planification glissante permettrait de combler d'éventuels retards de mise en œuvre et de réallocation des ressources	Coordinateur du Projet	PNUD	Avril 2011. A la formulation du sous-programme	-	-
3	Mise en œuvre insatisfaisante du projet du fait de difficultés de coordination entre les départements	Opérationnel	Des lenteurs dues à la méconnaissance ou aux lenteurs des procédures peuvent sérieusement compromettre l'atteinte	La PNUD par son équipe de suivi et coordination appuiera, conseillera et formera les Unités	Chargé de programme PNUD	PNUD	Durant la formulation du projet	-	-

#	Description	Catégorie	Impacte & Probabilité	Mesures de gestion du risque	Responsable	Identifié par	Date d'identification	Dernière mise à jour	Statut
	ministériels (MEDD, MATDS, MEF)		des résultats fixés P = 3	de gestion des projets pays quant à la meilleure façon de mettre en œuvre le projet					
4	Mobilisation insuffisante des ressources additionnelles	Financier	La non mobilisation des ressources financières additionnelles aura comme principal effet de voir que certaines activités prévues ne soient pas financées P = 2	Personnes ressource dédiée surtout à la mobilisation des ressources	Chargé de Programme PNUD	PNUD	Avril 2011. A la formulation du sous-programme	-	-
5	Hésitations de l'Etat sur la mise en œuvre du processus de transfert des compétences de gestion des ressources naturelles aux collectivités	Stratégique	Non réalisation des objectifs du projet relatifs à l'existence d'un cadre réglementaire	La volonté des autorités nationales de juguler la crise offre l'opportunité au Pays d'avancer sur les réformes qui consolideront la gouvernance	DGCN	PNUD			
6	Risque de renouvellement important des responsables des collectivités suites aux futures élections municipales	Socio-politique	Délais importants d'appropriation des dossiers engagés par les équipes précédentes	Porter une attention particulière aux activités de briefing des nouvelles équipes des Conseils Régionaux et municipaux	Coordonnateur	PNUD			

SECTION IV : BUDGET ET PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

4.1. Cadre pluriannuel de résultats et d'allocation des ressources

Priorités nationales : *la prise en compte des priorités transversales dans les politiques et programmes de développement en vue de la consolidation de l'économie et accélération du rythme de la croissance*

Effet UNDAF 1 : La croissance économique accélérée est durable et pro-pauvre

Effet attendu du country program action Plan (CPAP) 2011-2015 : Les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec la SCADD et les OMD y compris les défis démographiques (EPP 1.1)

Id1.1.1 Proportion de politiques et programmes sectoriels formulée/révisés alignés sur la SCADD et les OMD **Baseline** (0%), **Cible** (100%).

Id.3.4.1. Nombre de politiques et programmes sectoriels intégrant la dimension genre. **Baseline** : Politique et plan d'actions nationale genre; **Cible** Nombre final d'acteurs formés

Ligne de service du plan stratégique 2008-2013 : Mainstreaming environment and energy

Stratégie de partenariat : développer et mettre en œuvre un dispositif d'appui aux collectivités en partenariat avec d'autres PTF

Titre du projet et ID Atlas (award ID) : **Consolidation de la Gouvernance Environnementale locale**

Produits	Sous produits	Cibles annuelles ⁷	Activité	Responsabilité	Contribution PNUD/BF (US\$)	Contribution Partenaires (US\$)	
Produit 1 EPP 1.1 <i>Les thèmes transversaux⁸ sont mieux intégrés dans la SCADD et les politiques sectorielles</i>	Produit 1. du projet: <i>Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de</i>		1.1 Renforcement des capacités de suivi de la SCADD par les structures du MEDD	DEP/MEDD SP/CONEDD	70 000		
			1.2 Appui à la finalisation et au pilotage du PNSR	SP/CPSA	300 000		
			1.3 Appui au transfert de compétence de gestion des RN aux CT	DGCN	50 000		
			1.4 Appui à la préparation de RIO+20	SP/CONEDD	PM		

⁷ Elles seront définies avec l'unité de coordination après affinement de la situation de référence

⁸ Thèmes transversaux : environnement/changement climatique, prévention des crises, emploi, égalité hommes-femmes et questions de droits de l'homme

PRODOC/COGEL/BKF

<i>de développement</i>	<i>développement</i>		1.5 Appui à la concertation entre institutions d'appui (+fonds d'études)	SP/CONEDD	200 000			
	<p>Ind.1 : Nombre de secteurs piliers de la croissance qui disposent d'indicateurs de durabilité pertinents</p> <p>Baseline : aucun des secteurs concernés ne dispose d'une matrice d'indicateurs de la durabilité</p> <p>Cible: PNSR, secteur minier, minier et d'infrastructures disposent de matrices d'indicateurs de durabilité utilisés</p> <p>Ind 2 : Existence d'un cadre réglementaire qui consacre le transfert de la gestion des RN aux collectivités</p> <p>Baseline: la GRN ne figure pas dans les compétences transférées aux CT à ce jour. Cible : Tous les textes disponibles</p> <p>Ind3 : existence d'un cadre d'orientation pour les mesures d'atténuation</p> <p>Baseline: le cadre actuel concerne les projets MDP. Cible : Un cadre de promotion des NAMA est opérationnel</p>							
	Total Produit 1				620 000			
	<i>Produit 2. du projet: Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé</i>			1.6 Appui à la mise en place et fonctionnement de l'observatoire national	DCIME	150 000		
				1.7 Appui à la mise en place des bases de données environnementales (DES/DGCN)	DGCN	50 000		
				1.8 Appui à l'élaboration périodique du REEB	DCIME	50 000		
				1.9 Elaboration des Communications Nationales DB et CC	SP/CONEDD	60 000		
			1.10 Appui à la mise en place de systèmes d'alerte précoces	DN/METEO	80 000	A rechercher	600 000	
		1.11 Evaluation stratégiques rétrospectives environnementales	SP/CONEDD	90 000	A rechercher	100 000		
Ind.1 : proportion des indicateurs								

PRODOC/COGEL/BKF

	<p>de durabilité de la SCADD et des informations nécessaires pour le REEB régulièrement mis à jour Baseline: Pour le CSLP il n'y a pas eu de suivi explicites d'indicateurs de durabilité. Cible : 100% des indicateurs de durabilité retenus dans la matrice de suivi de la SCADD</p> <p>Ind2 : Nombre de collectivités disposant d'informations environnementales pertinentes pour la planification et le suivi du développement local Baseline : les informations environnementales disponibles rarement désagrégées par commune. Cible: Toutes les communes d'interventions du projet disposent d'informations environnementales désagrégées</p>						
	Total produit 2				480 000		700 000

PRODOC/COGEL/BKF

<p>Produit 2 de l'EPP 1.4: Les mécanismes de financement, de coordination ainsi que les innovations technologiques et techniques appropriées répondent aux besoins d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques</p>	<p>Produit 3 du projet: <i>Des plans locaux de développement sont rendus résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES</i></p> <p>Ind1. Pourcentage des plans locaux, formulés/révisés intégrant les défis des changements climatiques adoptés Baseline: aucun plan local élaboré avec des outils explicites d'intégration des questions environnementales. Cible : tous les plans locaux prévus dans le sous-programme Gouvernance</p> <p>Ind.2 Nombre de chartes locales adoptées Baseline: néant. Cible : une charte locale/commune d'intervention du projet</p> <p>Ind 3 : Nombre d'OSC outillés par le projet pour interpeller les conseils régionaux et municipaux sur les questions environnementales Baseline: 0. Cible: 3 OSC/province pour les conseils municipaux, 3 OSC par région pour les Conseils Régionaux</p>		1.12 Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement des capacités des collectivités	Collectivités Territoriales	150 000	A rechercher	200 000
			1.13 Formation des structures d'appui-Conseil (outils de mainstreaming et méthodologie d'élaboration des chartes locales)	SP/CONEDD	50 000	A rechercher	50 000
			1.14 Mise au point /adaptation/diffusion des outils d'analyse de vulnérabilité et de mainstreaming au niveau local	SP/CONEDD	40 000		
			1.15 Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques	SP/CONEDD	100 000		
			1.16 Appui à l'intégration des défis d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des émissions de carbone dans les plans locaux de développement (en collaboration avec le sous-programme Gouvernance)	Collectivités Territoriales	150 000	A rechercher	200 000
			1.17 Appui à l'élaboration de chartes locales	Collectivités Territoriales	50 000	A rechercher	150 000
					540 000	A rechercher	600 000
	<p>Produit 4 du projet: <i>Les CT et les communautés bénéficient des mécanismes de financement appropriés pour</i></p>		1.18 Appui à la mise en place d'un Fonds National pour le Climat	SP/CONEDD	100000	A rechercher	250000

PRODOC/COGEL/BKF

<p><i>mettre en œuvre plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES</i></p> <p>Ind.1. Nombre de projets de CT financés Baseline : 0 Cible : 5 projets</p> <p>Ind2 : Nbre de projets communautaires mis en oeuvre dans le cadre des plans locaux élaborés/ révisés Baseline: Aucun projet communautaire soutenu en lien avec le mainstreaming de l'environnement dans les plans locaux; Cible: au moins un projet par commune bénéficiaire de financement Ind.3: Nombre de personnes (dont 50% de femmes) touchées par les projets financés Baseline : 0 Cible: 10 000 personnes dont 50% de femmes au moins (2000 personnes/projet)</p>	1.19 Appui à l'adaptation des mécanismes de financement du développement local aux besoins de réponse aux changements climatiques	SP/CONEDD	100 000		
	1.20 Renforcement des capacités des acteurs des collectivités à mobiliser les ressources financières (fonds adaptation, secteur privé, etc)	SP/CONEDD	100 000		200 000
	1.21 Appui à l'élaboration de projets (approche territoriale du Climat, technologies appropriées)	Collectivités Territoriales	200 000	A rechercher	200 000
	1.22 Appui à la mise en œuvre des plans locaux de développement et projets	Collectivités Territoriales	700 000	GoBF A rechercher	200 000 1000 000
	1.23 Appui aux initiatives communautaires (initiative Grand'mère Solaire)	FEM/ONG	150 000	A rechercher	300 000
	1.24 Appui aux initiatives de promotion de l'énergie alternative (PTFM vertes)	PN/PTFM	50 000	A rechercher	50 000
	Total produit 4			1 400 000	
Gestion du projet	Personnel unité de coordination		370 000	GoBF A rechercher	100 000 200 000
	Equipement		112 800	GoBF A rechercher	231 000 200 000
	Fonctionnement		453 000	GoBF	99 000
	Audits & évaluation		24 200		
	Total gestion du projet		960 000		830 000
TOTAL PROJET COGEL		8 430 000	4 000 000		4 330 000

4.2. Budgets total détaillé (Fonds TRAC)

Produits/Activités	Agences	Rubrique Budgétaire	Description Atlas		Coûts par An (\$.USD)					Coûts totaux	
			Ligne	Description	2011	2012	2013	2014	2015		
<i>Produit 1 EPPI.1 Les thèmes transversaux⁹ sont mieux intégrés dans la SCADD et les politiques sectorielles de développement</i>											
Produit 1. du projet:											
<i>Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement</i>											
1.	Renforcement des capacités de suivi de la SCADD par les structures du MEDD	NEX/ SP/CONEDD				40000	30000				70 000
2.	Appui à la finalisation et au pilotage du PNSR	NEX/ DEP MEDD				100000	100000	100000			300000
3.	Appui au transfert de compétences de gestion des RN aux CT	NEX/ SP/CONEDD				50000					50000
4.	Appui à la préparation de RIO+20	NEX/ SP/CONEDD			PM	PM					PM
5.	Appui à la concertation entre institutions d'appui (+fonds d'études)	NEX/ DEP/MEDD				60000	80000	40000	20000		200000
Sous Total Produit1.1					0	250000	210000	140000	20000		620000
<i>Produit 2. du projet: Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé</i>											
6.	Appui à la mise en place et fonctionnement de l'observatoire national	NEX/ SP/CONEDD				100000	50000				150000
7.	Appui à la mise en place des bases de données environnementales (DEP, DES/DGCN)	NEX/ SP/CONEDD				50000					50000
8.	Appui à l'élaboration périodique du REEB	DCIME				25000	25000				
9.	Elaboration des Communications Nationales DB et CC	NEX/ SP/CONEDD					30000		30000		60000
10.	Appui à la mise en place de systèmes d'alerte précoces	NEX/ SP/CONEDD				50000	30000				80000
11.	Evaluation rétrospectives	NEX/				30000	30000	20000	10000		90000

⁹ Les thèmes transversaux sont : l'environnement et le changement climatique, la prévention des crises, l'emploi, l'égalité hommes-femmes et les questions de droits de l'homme

PRODOC/COGEL/BKF

Produits/Activités	Agences	Rubrique Budgétaire	Description Atlas		Coûts par An (\$.USD)					Coûts totaux
			Ligne	Description	2011	2012	2013	2014	2015	
environnementales stratégiques	SP/CONEDD									
Sous total produit 2					0	255000	165000	20000	40000	480000
Produit 3 du projet: <i>Des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES et des chartes locales de GRN sont adoptés</i>										
12.	Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement des capacités des collectivités	NEX/ SP/CONEDD				50000	50000	50000		150000
13.	Formation des structures d'appui-Conseil (outils de mainstreaming et méthodologie d'élaboration des chartes locales)	NEX/ SP/CONEDD				20000	15000	15000		50000
14.	Adaptation/diffusion des outils d'analyse de vulnérabilité et de mainstreaming au niveau local	NEX/ SP/CONEDD				30000	10000			40000
15.	Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques	NEX/ SP/CONEDD				60000	40000			100000
16.	Appui à l'intégration de la dimension changements climatiques dans les plans locaux de développement	NEX/ SP/CONEDD				60000	50000	40000		150000
17.	Appui à l'élaboration de chartes locales	NEX/ SP/CONEDD				10000	20000	20000		50000
Sous-total Produit 3					0	230000	185000	125000	0	540000
Produit 4 du projet: <i>Les CT et les communautés bénéficient des mécanismes de financement appropriés pour mettre en œuvre plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES</i>										
18.	Appui à la mise en place d'un Fonds National pour le Climat	NEX/ SP/CONEDD				50000	50000			100000
19.	Appui à l'adaptation des mécanismes de financement du développement local aux besoins de réponse aux changements climatiques	NEX/ SP/CONEDD				50000	50000			100000
20.	Renforcement des capacités des acteurs des collectivités à mobiliser les ressources financières (fonds adaptation,	NEX/ SP/CONEDD					20000	30000	30000	20000

PRODOC/COGEL/BKF

Produits/Activités	Agences	Rubrique Budgétaire	Description Atlas		Coûts par An (\$.USD)					Coûts totaux
			Ligne	Description	2011	2012	2013	2014	2015	
secteur privé, etc)										
21.	Appui à l'élaboration de projets d'adaption et/ou d'atténuation (approche territoriale du Climat, technologies appropriées)	NEX/SP/CONEDD				50000	100000	50000		200000
22.	Appui à la mise en œuvre des plans locaux de développement et des projets	NEX/SP/CONEDD				100000	200000	200000	200000	700000
23.	Appui aux initiatives communautaires par le programme FEM/ONG (initiative Grand'mère Solaire)	NEX/SP/CONEDD				50000	50000	30000	20000	150000
24.	Appui aux initiatives de promotion de l'énergie alternative (PTFM vertes)	NEX/SP/CONEDD				20000	30000			50000
Sous Total produit 4						340000	510000	310000	240000	1400000
Gestion du projet										
Personnel unité de coordination					14 000	89 000	89 000	89 000	89 000	370 000
Equipement					97 500	8 500	3 400	3 400		112 800
Fonctionnement					20 000	112 000	110 000	109 000	102 000	453 000
Audits Evaluation							3 400		20 800	24 200
Sous total Gestion du projet					131 500	209 500	205 800	201 400	211 800	960 000
TOTAL					131 500	1 284 500	1 275 800	796 400	511 800	4 000 000

4.3 Plans de travail annuel

Plan de travail 2011

PRODUITS DU CP ATTENDUS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ		
		1erT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant
Produit 1. du projet: <i>Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement</i>	Renforcement des capacités de suivi de la SCADD par les structures du MEDD					DEP/MEDD SP/CONEDD	TRAC		
	Appui à la mise en œuvre du PNSR					SP/CPSA			
	Appui au transfert de compétences de gestion des RN aux CT					DGCN			
	Appui à la préparation de RIO+20					SP/CONEDD	TRAC		
	Appui à la concertation entre institutions d'appui (+fonds d'études)					SP/CONEDD	TRAC		
Produit 2. du projet: <i>Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé</i>	Appui à la mise en place et fonctionnement de l'observatoire national					DEP/MEDD	TRAC		
	Appui à la mise en place des bases de données environnementales (DEP, DES/DGCN)					SP/CONEDD	TRAC		
	Elaboration des Communications Nationales DB et CC					PNUD	TRAC		
	Appui à la mise en place de systèmes d'alerte précoces					DCIME	TRAC		
	Evaluation rétrospectives environnementales stratégiques					SP/CONEDD			
Produit 3 du projet: <i>Les plans locaux de développement sont résilients aux changements climatiques et sont orientés vers une faible émission de GES</i>	Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement des capacités des collectivités					SP/CONEDD	TRAC		
	Formation des structures d'appui-Conseil (outils de mainstreaming et méthodologie d'élaboration des chartes locales)					SP/CONEDD			
	Adaptation/diffusion des outils d'analyse de vulnérabilité et de mainstreaming au niveau local					SP/CONEDD			

PRODOC/COGEL/BKF

	Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques de cogestion et de promotion des énergies alternatives					SP/CONEDD	TRAC		
	Appui à l'intégration de la dimension changements climatiques dans les plans locaux de développement					SP/CONEDD	TRAC		
	Appui à l'élaboration de chartes locales					DGCN			
Produit 4.du projet: <i>Les CT et les communautés bénéficient des mécanismes de financement appropriés pour mettre en œuvre plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES</i>	Appui à la mise en place d'un Fonds National pour le Climat					SP/CONEDD	TRAC		
	Appui à l'adaptation des mécanismes de financement du développement local aux besoins de réponse aux changements climatiques					SP/CONEDD			
	Renforcement des capacités des acteurs des collectivités à mobiliser les ressources financières (fonds adaptation, secteur privé, etc)					SP/CONEDD			
	Appui à l'élaboration de projets d'adaption et/ou d'atténuation (approche territoriale du Climat, technologies appropriées)					SP/CONEDD			
	Appui à la mise en œuvre des plans locaux de développement et des projets					SP/CONEDD	TRAC		
	Appui aux initiatives communautaires par le programme FEM/ONG (initiative Grand'mère Solaire)					FEM/ONG	TRAC		
	Appui aux initiatives de promotion de l'énergie alternative (PTFM vertes)					PN/PTFM	TRAC		
La gestion du projet est axée sur les résultats de développement et efficace	Personnel				x	SP/CONEDD	TRAC		14 000
	Equipements				x	SP/CONEDD	TRAC		97 500
	Fonctionnement				x	Coordonnateur	TRAC		20 000
	Audit Evaluation				x	Coordonnateur	TRAC		
TOTAL									131 500

Plan de travail 2012

PRODUITS DU CP ATTENDUS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ		
		1erT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant
Produit 1. du projet: <i>Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement</i>	Renforcement des capacités de suivi de la SCADD par les structures du MEDD		X	X	X	DEP/MEDD	TRAC		40000
	Appui à la mise en œuvre du PNSR		X	X	X				100000
	Appui au transfert de compétences de gestion des RN aux CT		X	X	X				50000
	Appui à la préparation de RIO+20	X	X	X		SP/CONEDD	TRAC		PM
	Appui à la concertation entre institutions d'appui (+fonds d'études)	X	X	X	X	PNUD	TRAC		60000
Produit 2. du projet: <i>Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé</i>	Appui à la mise en place et fonctionnement de l'observatoire national		X	X	X	DEP/MEDD	TRAC		100000
	Appui à la mise en place des bases de données environnementales (DEP, DES/DGCN)		X	X	X	SP/CONEDD	TRAC		50000
	Appui à l'élaboration périodique du REEB		X	X					25000
	Elaboration des Communications Nationales DB et CC					PNUD	TRAC		
	Appui à la mise en place de systèmes d'alerte précoces			X	X	PNUD	TRAC		50000
	Evaluation rétrospectives environnementales stratégiques			X	X				30000
Produit 3 du projet: <i>Les plans locaux de développement sont résilients</i>	Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement des capacités des collectivités	X	X	X	X	SP/CONEDD	TRAC		50000

PRODOC/COGEL/BKF

<i>aux changements climatiques et sont orientés vers une faible émission de GES</i>	Formation des structures d'appui-Conseil (outils de mainstreaming et méthodologie d'élaboration des chartes locales)		X	X	X			20000
	Adaptation/diffusion des outils d'analyse de vulnérabilité et de mainstreaming au niveau local	X	X	X	X			30000
	Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques de cogestion et de promotion des énergies alternatives	X	X	X	X	SP/CONEDD	TRAC	60000
	Appui à l'intégration de la dimension changements climatiques dans les plans locaux de développement	X	X	X	X	SP/CONEDD	TRAC	60000
	Appui à l'élaboration de chartes locales			X	X			10000
Produit 4. du projet: <i>Les CT et les communautés bénéficient des mécanismes de financement appropriés pour mettre en œuvre plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES</i>	Appui à la mise en place d'un Fonds National pour le Climat		X	X	X	SP/CONEDD	TRAC	50000
	Appui à l'adaptation des mécanismes de financement du développement local aux besoins de réponse aux changements climatiques		X	X	X	SP/CONEDD	TRAC	50000
	Renforcement des capacités des acteurs des collectivités à mobiliser les ressources financières (fonds adaptation, secteur privé, etc)		X	X	X	SP/CONEDD	TRAC	20000
	Appui à l'élaboration de projets d'adaptation et/ou d'atténuation (approche territoriale du Climat, technologies appropriées)		X	X	X	SP/CONEDD	TRAC	50000
	Appui à la mise en œuvre des plans locaux de développement et des projets		X	X	X	SP/CONEDD	TRAC	100000
	Appui aux initiatives communautaires par le programme FEM/ONG (initiative Grand'mère Solaire)	X	X	X	X	FEM/ONG	TRAC	50000

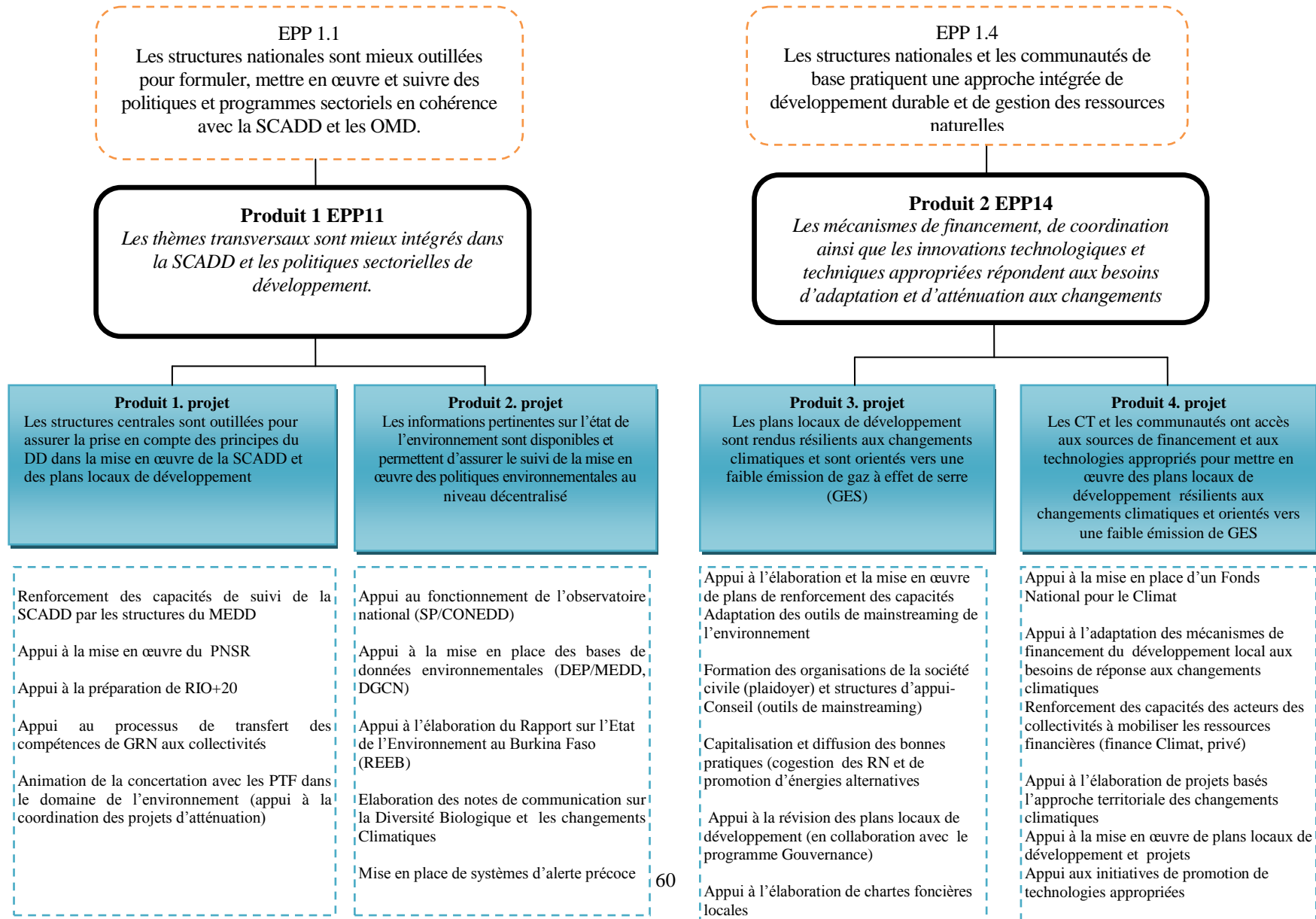
PRODOC/COGEL/BKF

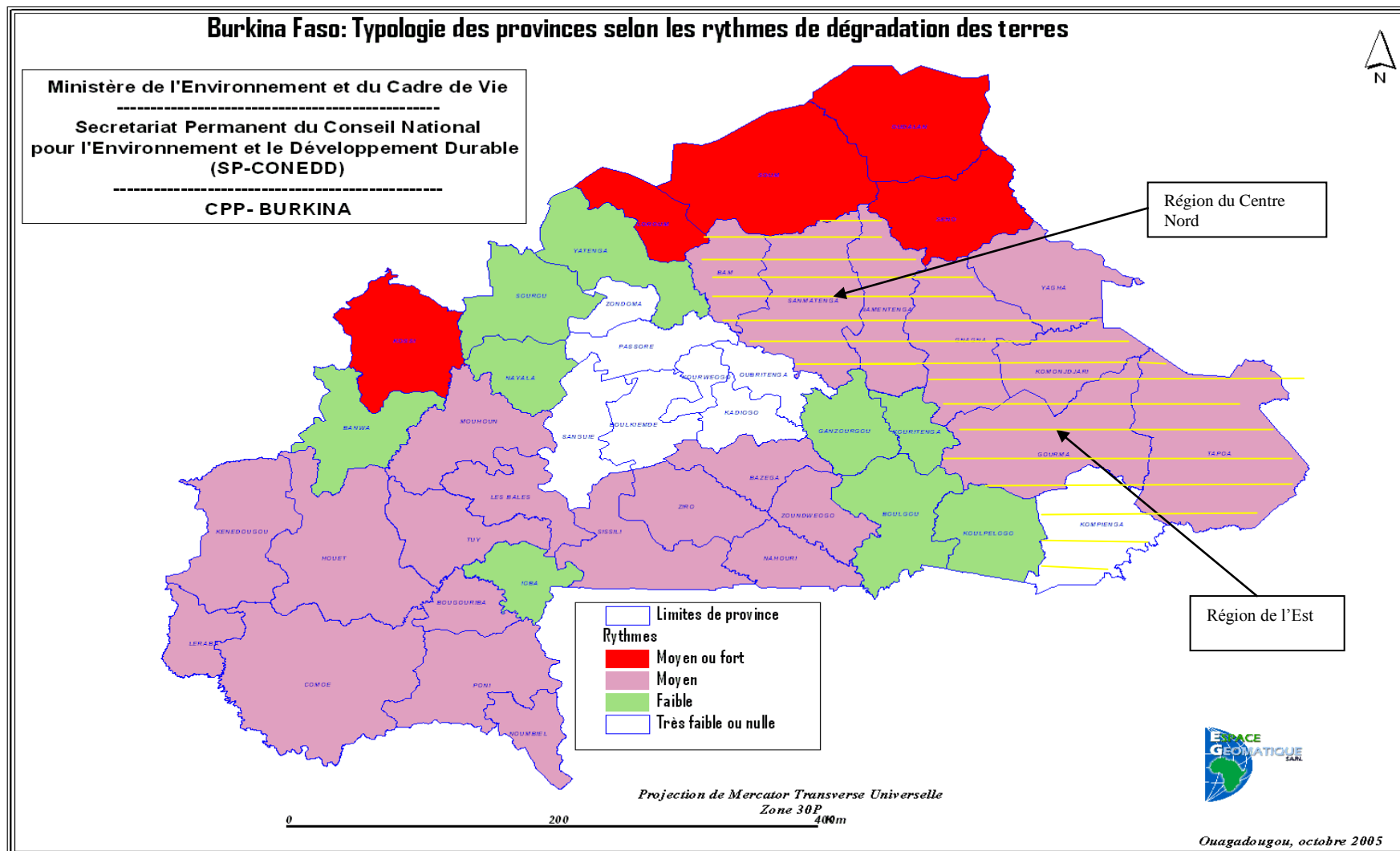
	Appui aux initiatives de promotion de l'énergie alternative (PTFM vertes)		X	X	X	PN/PTFM	TRAC		20000
La gestion du projet est axée sur les résultats de développement et efficace	Personnel	X	X	X	X	SP/CONEDD	TRAC		89 000
	Equipement	X				SP/CONEDD	TRAC		8500
	Fonctionnement	X	X	X	X	SP/CONEDD	TRAC		112 000
	Audit et évaluation					SP/CONEDD	TRAC		-
TOTAL									1 284 017

PRODUITS/ACTIVITES	2011	2012	2013	2014	2015	TOTAUX
Produit 1. du projet: <i>Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement</i>	0	250 000	210 000	140 000	20 000	620 000
Produit 2. du projet: <i>Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé</i>	0	255000	165000	20000	40000	480000
Produit 3 du projet: <i>Les plans locaux de développement sont rendus résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES</i>	0	230000	185000	125000	0	540000
Produit 4. du projet: <i>Les CT et les communautés bénéficient des mécanismes de financement appropriés pour mettre en œuvre plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES</i>		340000	510000	310000	240000	1400000
Gestion du projet <i>La gestion du projet est axée sur les résultats de développement et efficace</i>	131500	209500	205800	201400	211800	960000
TOTAUX	131 500	1 284 500	1 275 800	796 400	511 800	4 000 000

ANNEXES

Annexe 1: Diagramme des résultats du projet





ANNEXE 3 Budget de l'unité de coordination

Rubrique	Coût unitaire	Unités	2011	2012	2013	2014	2015	Total TRAC Phase
Personnel	CFA		6 440 000	40 740 000	40 740 000	40 740 000	40 740 000	169 400 000
	USD		14061	88952	88952	88952	88952	369869
Coordonnateur	1 000 000	mois	2 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	50 000 000
Expert suivi	700 000	mois	1 400 000	8 400 000	8 400 000	8 400 000	8 400 000	35 000 000
Gestionnaire	600 000	mois	1 200 000	7 200 000	7 200 000	7 200 000	7 200 000	30 000 000
Secrétaire	350 000	mois	700 000	4 200 000	4 200 000	4 200 000	4 200 000	17 500 000
Chauffeur	175 000	mois		2 100 000	2 100 000	2 100 000	2 100 000	8 400 000
Gardien et nettoyage	170 000	mois	340 000	2 040 000	2 040 000	2 040 000	2 040 000	8 500 000
Location bureau	400 000		800 000	4 800 000	4 800 000	4 800 000	4 800 000	20 000 000
Equipement	CFA		44 600 000	3 800 000	1 500 000	1 500 000	-	51 400 000
	USD		97 380	8 297	3 275	3 275	-	112 227
Vehicule 4X4			18 000 000					18 000 000
Véhicule léger			10 000 000					10 000 000
Mobilier de bureau			4 000 000					4 000 000
Ordin bureau	700 000		5 600 000					5 600 000
Imprimantes	200 000		800 000					800 000
Ordinateurs portables	700 000		1 400 000					1 400 000
Onduleurs	200 000		1 600 000					1 600 000
Logiciels			200 000	1 800 000	1 500 000	1 500 000		5 000 000
Installation & aménagement			3 000 000	2 000 000				5 000 000
Fonctionnement	CFA		9 090 000	51 190 000	50 190 000	49 690 000	46 690 000	206 850 000
	USD		19 847	111 769	109 585	108 493	101 943	451 638
Fourniture de bureau	500 000		1 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	25 000 000
Telephone	200 000		400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	10 000 000
Electricité	200 000		400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	10 000 000
Eau	20 000		40 000	240 000	240 000	240 000	240 000	1 000 000
Entretien des machines	200 000		200 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	9 800 000
Entretien des véhicules	150	KM	300 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	30 300 000
Carburant et lubrifiants	125	KM	250 000	6 250 000	6 250 000	6 250 000	6 250 000	25 250 000
Frais admin et divers	1 000 000	an	2 000 000	1 000 000	1 000 000	500 000	500 000	5 000 000
Comités de pilotage	2 500 000	Sessions	2 500 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	22 500 000
Frais de mission	1 000 000	Mois	2 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	50 000 000
Communication				3 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	9 000 000
Formation du personnel				3 000 000	3 000 000	3 000 000		9 000 000
Audits et evaluation	CFA		-	-	1 500 000	-	9 500 000	9 500 000
	USD		-	-	3 275	-	20 742	24 017
Audits					1 500 000		1 500 000	1 500 000
Evaluation externe							8 000 000	8 000 000
TOTAL	CFA		60 130 000	95 730 000	93 930 000	91 930 000	96 930 000	437 150 000
	USD =458FCFA (18 07 11)		131 288	209 017	205 087	200 721	211 638	954 476

Annexe 4 : Plan annuel 2012 de suivi et évaluation du sous-programme

ACTION	OUTPUT	RESPONSABLES	CADRE CHRONOLOGIQUE				FREQUENCE/DEADLINE	BUDGET	
			T1	T2	T3	T4		Description	Montant
Suivi									
Missions de terrain de suivi	Rapports de mission	Chargés de programme	X	X	X	X	Au moins une fois par mois	DSA, carburant	
Mises à jour Atlas	-	Chargés de programme	X	X	X	X	A chaque fois que de besoins	-	-
Réunions du comité de pilotage	CR de réunion	Chargés de programme	X			X	Deux (02) fois par an	DSA carburant	
Evaluation									
Evaluations à mi-parcours	Rapport d'évaluation	Consultants nationaux et internationaux					Une fois à mi-parcours de l'exécution du projet	DSA et honoraires consultants	
Audits des projets	Rapport d'audit	Cabinets d'audits externes					Une fois durant le cycle du projet	DSA et honoraires consultants	
Evaluations finales	Rapports d'évaluation	Consultants nationaux et internationaux					Une fois à la fin du projet	DSA et honoraires consultants	
Rapportage									
Rapports trimestriels d'activités (QOR)	Rapports d'activités	Chefs de projet	X	X	X	X	Chaque trimestre	-	-
Rapports annuels d'activités (APR)	Rapports d'activités	Chefs de projets					Chaque année	-	-
Project implementation review (PIR)	Rapports d'activités	Chargés de programme					Chaque année	-	-
Planification									
Affinement du plan de travail annuel	PTA 2011		X						
Etablissement de la situation de référence	rapport		X						

Annexe 5 : Plan de communication

ACTION	SUPPORT DE COMMUNICATION	CIBLES	RESPONSABLES	CADRE CHRONOLOGIQUE				FREQUENCE/ DEADLINE
				T1	T2	T3	T4	
Mise à jour du site web du PNUD/BF	Site internet du PNUD/BF	Large public	Webmaster					Tous trimestres
Contribution de l'équipe EE à l'édition et à la distribution du bulletin d'information périodique PNUD-KIBAI	Bulletin d'information périodique PNUD-KIBAI	Large public	Coordonnateur	X	X	X	X	Tous les mois
Distribution de gadgets avec des « messages clés » lors d'événements d'intérêt (Séminaires, réunions, spectacles, etc...)	Gadget ; casquettes, T-shirt, stylos, affiches, calendriers, etc...	Partenaires institutionnel du PNUD						Selon événements
Publication (ou contribution) de revue scientifiques et techniques	Publications techniques et scientifiques	Practitioner groups	Programme specialist					Au besoin
Distribution de brochures sur les projets du sous-programme environnement	Kit de brochures sur les projets d'environnement	Partenaires institutionnel du PNUD	Chargé de programme					En début de la 3 ^{ème} année du sous-programme
Production et diffusion de films documentaire	Film documentaire de 15 à 30mn	Large public	Chargés de programme					Un film au moins durant le cycle du sous-programme
Interviews	Télévision, radio et presse écrite de référence	Large public						Au moins 3 fois l'an

Annexe 6 : TERMES DE REFERENCES DU PERSONNEL DE L'UNITE DE COORDINATION

COORDONNATRICE/TEUR

Lieu d'affectation : Ouagadougou
 Durée de l'engagement : 1 an renouvelable
 Date de début : Novembre 2011

CONTEXTE

Le projet de Consolidation de la Gouvernance Environnementale Locale est conçu dans le cadre de l'UNDAF, du CPD et du CPAP 2011-2015, et vient en appui à la mise en œuvre à la SCADD qui est l'instrument principal de la planification du développement économique et social du Gouvernement du Burkina Faso.

Les deux principaux effets recherchés de ce sous programme sont que d'ici 2015, « les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec la SCADD et les OMD y compris les défis démographiques », et que « les structures nationales et les communautés de base pratiquent une approche intégrée de développement durable et de gestion des ressources naturelles. ». a) Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement; b) Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé; c) Des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES et des chartes locales de gestion des RN sont adoptés; d) Les CT et les communautés ont accès aux sources de financement et aux technologies appropriés pour mettre en œuvre des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES.

La stratégie de mise en œuvre du projet combine ; a) l'accompagnement d'un processus multi-acteurs de développement des capacités; b) la construction d'un partenariat stratégique autour de l'appui aux initiatives des collectivités et communautés ; c) La prise en compte de l'équité homme-femme et d) la valorisation des acquis de certains projets structurant en cours.

DESCRIPTION DES TACHES

Sous la supervision du Directeur National du Projet en concertation avec le PNUD, le/la coordinatrice est responsable de l'exécution nationale technique, administrative et financière quotidienne du projet dans le cadre des règlements régissant l'exécution des programmes financés par le PNUD.

Il/elle sera notamment chargé(e) de :

- Concevoir, mettre en place et suivre la mise en œuvre des plans annuels de travail sur la base des produits pertinents du document de programme, en étroite collaboration avec le PNUD et les partenaires concernés et avec l'appui de l'équipe du projet ;
- Veiller à la gestion administrative et financière du projet conformément aux règles et procédures du PNUD ;
- Mettre à la disposition de chaque structure intervenant dans le projet, les ressources nécessaires à la réalisation de ses activités;
- Superviser les activités des autres experts du projet et évaluer les performances du personnel de l'UG du projet ;
- Elaborer et mettre en œuvre le plan de formation du personnel du projet, et des bénéficiaires du projet ;
- Planifier, coordonner et superviser les actions des partenaires et prestataires du projet chargés de la réalisation de certaines activités et vérifier la qualité de leurs prestations ;
- Planifier et coordonner les missions des consultants nationaux et internationaux du projet et en préparer les mandats détaillés, orienter leurs activités sur le terrain en fonction des TDR et vérifier la qualité de leurs rapports et prestations ;
- Prendre les initiatives en temps opportun pour susciter des conventions de partenariats avec les PTF;
- Explorer dans le cadre du partenariat, tous les voies et moyens susceptibles de matérialiser la complémentarité des actions et des apports financiers ;
- Rechercher et formaliser les synergies avec d'autres projets pour renforcer la gouvernance environnementale locale ;
- Etablir les rapports financiers trimestriels et les rapports annuels d'avancement et d'évaluation interne du projet selon les règles et procédures du PNUD ;
- Assurer le suivi de l'exécution du projet sur le terrain et la production de document de réflexion ;
- Assurer toutes autres tâches concourant à la pleine réalisation des objectifs du projet.

QUALIFICATIONS

- Titulaire d'un diplôme universitaire, niveau DESS en sciences de l'environnement, économie du développement, ou planification locale, avec une solide expérience en gestion publique de l'environnement et en planification locale (communale et régionale), le candidat doit :
- Justifier d'au moins 10 ans d'expériences professionnelles, dont 5 ans prouvés dans la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement ;
- Posséder une expérience dans l'utilisation des méthodes rapides et participatives, de la conception des études quantitatives, de l'échantillonnage et d'analyse de données ;
- Etre apte à dialoguer avec les communes et les services techniques les responsables administratifs et coutumiers ;
- Avoir des capacités d'animation et de rédaction et de synthèse ;
- La familiarité avec les procédures du Gouvernement et du PNUD en matière de gestion de programmes/projets serait un atout;
- Une expérience de travail dans le cadre d'un projet du SNU d'au moins trois (3) ans serait un atout;
- Maîtrise des logiciels informatiques : traitement de texte Word, SIG, Access, Excel, etc.

TDR DE L'EXPERT (E) EN SUIVI-EVALUATION

Lieu d'affectation : Ouagadougou
 Durée de l'engagement : 1 an renouvelable
 Date de début : Novembre 2011

CONTEXTE

Le projet de Consolidation de la Gouvernance Environnementale Locale est conçu dans le cadre de l'UNDAF, du CPD et du CPAP 2011-2015, et vient en appui à la mise en œuvre de la SCADD qui est l'instrument principal de la planification du développement économique et social du Gouvernement du Burkina Faso.

Les deux principaux effets recherchés de ce sous programme sont que d'ici 2015, « les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec la SCADD et les OMD y compris les défis démographiques », et que « les structures nationales et les communautés de base pratiquent une approche intégrée de développement durable et de gestion des ressources naturelles. ». a) Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement; b) Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé; c) Des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES et des chartes locales de gestion des RN sont adoptés; d) Les CT et les communautés ont accès aux sources de financement et aux technologies appropriés pour mettre en œuvre des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES.

La stratégie de mise en œuvre du projet combine ; a) l'accompagnement d'un processus multi-acteurs de développement des capacités; b) la construction d'un partenariat stratégique autour de l'appui aux initiatives des collectivités et communautés ; c) La prise en compte de l'équité homme-femme et d) la valorisation des acquis de certains projets structurant en cours.

DESCRIPTION DES TACHES

Sous la supervision directe du coordonnateur du projet, et en étroite concertation avec les experts en suivi-évaluation de programmes qui soutiennent les collectivités l'expert(e) en suivi – évaluation sera chargé des tâches suivantes :

Dans le domaine de l'appui au rapportage par les Conseils Régionaux et les conseils Municipaux de l'avancement des interventions placées sous leur responsabilité :

- Assister les responsables des collectivités dans l'amélioration de leur cadre de rapportage, incluant la formulation d'indicateurs appropriés, la redéfinition des matrices et chronogrammes de rapportage
- Former régulièrement les responsables et les agents des structures concernées aux techniques de suivi-évaluation et concevoir des guides méthodologiques pérennisant ces formations
- Apporter une assistance technique aux structures concernées dans la réalisation, selon les délais fixés par les chronogrammes, des rapports, notamment en ce qui concerne les objectifs des politiques faisant l'objet d'un appui spécifique de la sous-composante gouvernance politique (Cf. tableau annexé aux présents TdR)
- Apporter une assistance de même nature pour tout autre programme ou projet, sur demande du directeur national du projet

Dans le domaine du suivi-évaluation des activités du projet:

- Mettre systématiquement en place des cadres de suivi et élaborer un plan d'évaluation
- Appuyer le suivi de l'exécution des activités
- Garantir la qualité des activités de suivi et d'évaluation et fournir les orientations nécessaires Appuyer la préparation des plans de travail ainsi que les programmes d'activités des produits ;
- Réfléter la manière avec laquelle les résultats réalisés traitent la question de l'égalité entre les sexes et les intérêts et droits des groupes les plus vulnérables et marginalisés de la société Participer à la mise en place et au respect des méthodes de travail
- S'assurer que les plans de travail sont bien suivis
- Suivre l'exécution des activités retenues dans le cadre de la mise en œuvre du projet ;
- Assurer le rapportage des activités du projet suivant la fréquence accordée avec le coordonnateur technique national
- Participer aux différentes rencontres relatives à la vie du projet (comité de pilotage, réunion avec les ministères bénéficiaires, revues tripartites, etc.)
- Appuyer la préparation du projet pour les audits et les évaluations
- Participer à l'évaluation et assurer le suivi des activités du projet

- Appuyer le service d'appui au projet du PNUD dans le domaine du suivi de la préparation des plans d'achats de du projet et s'assurer de son exécution
- Préparer des fiches techniques de suivi du projet et examiner les rapports de progrès des produits
- Participer à la préparation des différents rapports de l'exécution (rapports trimestriels et annuels);
- Déterminer tous les enseignements à tirer et toutes les bonnes pratiques à suivre
- Appuyer la mise à jour du site web du projet
- Exécuter toutes autres tâches conformes à son profil et demandées par le Coordonnateur.

QUALIFICATIONS

- Diplôme Universitaire, niveau Maîtrise ou plus en socio-économie (de préférence dans le domaine, de la gestion des projets) ou équivalent
- justifier d'au moins 6 ans d'expériences professionnelles dans la planification, le suivi et l'évaluation axé sur les résultats de développement ;
- Familiarité avec les institutions ou matières concernées par le programme
- Posséder une forte expérience à tous les niveaux de la conception, de l'exécution, de l'analyse, de la gestion et de la dissémination pratique des systèmes de suivi évaluation qui prend en compte le genre
- Posséder une expérience dans l'utilisation des méthodes rapides et participatives, de la conception des études quantitatives, de l'échantillonnage et d'analyse de données
- Être familier avec les procédures du Gouvernement et du PNUD en matière de gestion de programmes/projets
- Avoir travaillé pour un projet du SNU pendant au moins 3 ans
- Avoir une parfaite maîtrise de la langue française (surtout sur le plan rédactionnel) ainsi qu'un bon usage de l'anglais
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique notamment les logiciels de traitement de données
- La connaissance d'un logiciel de gestion des projets serait un avantage
- Être capable de travailler sous pression et en équipe.

GESTIONNAIRE-COMPTABLE

Lieu d'affectation : Ouagadougou
Durée de l'engagement : 1 an renouvelable
Date de début : Janvier 2011

CONTEXTE

Le projet de Consolidation de la Gouvernance Environnementale Locale est conçu dans le cadre de l'UNDAF, du CPD et du CPAP 2011-2015, et vient en appui à la mise en œuvre à la SCADD qui est l'instrument principal de la planification du développement économique et social du Gouvernement du Burkina Faso.

Les deux principaux effets recherchés de ce sous programme sont que d'ici 2015, « les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec la SCADD et les OMD y compris les défis démographiques », et que « les structures nationales et les communautés de base pratiquent une approche intégrée de développement durable et de gestion des ressources naturelles. ». a) Les structures centrales sont outillées pour assurer la prise en compte des principes du DD dans la mise en œuvre de la SCADD et des plans locaux de développement; b) Les informations pertinentes sur l'état de l'environnement sont disponibles et permettent d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques environnementales au niveau décentralisé; c) Des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES et des chartes locales de gestion des RN sont adoptés; d) Les CT et les communautés ont accès aux sources de financement et aux technologies appropriés pour mettre en œuvre des plans locaux de développement résilients aux changements climatiques et orientés vers une faible émission de GES.

La stratégie de mise en œuvre du projet combine ; a) l'accompagnement d'un processus multi-acteurs de développement des capacités; b) la construction d'un partenariat stratégique autour de l'appui aux initiatives des collectivités et communautés ; c) La prise en compte de l'équité homme-femme et d) la valorisation des acquis de certains projets structurant en cours.

DESCRIPTION DES TACHES :

Sous la supervision directe du Coordonnateur, en collaboration avec les autres membres de l'Unité de gestion, le/la gestionnaire-comptable aura pour tâches :

- mettre à jour et appliquer des procédures de gestion administrative et financière ;
- élaborer les divers contrats au niveau de la sous-composante et assurer leur suivi ;
- tenir le tableau du personnel (congés, missions, absences) ;
- superviser et assurer la gestion du personnel d'appui du projet conformément aux règles et procédures en vigueur ;
- réaliser les activités inhérentes à la préparation et à la tenue de la comptabilité du projet ;
- assurer les opérations avec les banques ;
- assurer la fourniture et la gestion du matériel et des biens du bureau et tenir le registre y relatif ;
- contribuer à la préparation et à l'organisation des appels d'offres ;
- assurer et exercer un suivi au niveau de l'entretien et de la préparation des véhicules de la sous-composante et tenir le registre de réparations ;
- établir les bons de commande et préparer les paiements des fournisseurs et prestataires de service ;
- assurer la gestion du parc automobile de la sous-composante ;
- tenir le registre du carburant ;
- organiser les réunions des différents comités d'acquisition des biens et prestations de services du projet, y participer, élaborer et soumettre aux approbations nécessaires les différents rapports y relatifs et autres documents administratifs requis ;
- suivre les achats et les approvisionnements du projet;
- appuyer le bon déroulement des audits de la sous-composante ;
- participer à l'organisation des missions, ateliers/séminaires, etc. ;
- tenir régulièrement à jour les documents comptables ;
- participer à l'élaboration et à l'exécution du budget du programme annuel des activités du projet ;
- assurer la production des états financiers et le suivi du budget conformément aux prévisions ;
- assister le Coordonnateur Technique national pour l'établissement des prévisions annuelles, trimestrielles et mensuelles ;
- préparer les rapports financiers requis par le PNUD et le Gouvernement afin d'assurer leur soumission ponctuelle selon les dispositions prévues dans le document de sous-programme ;
- aider à la préparation des révisions budgétaires des projets en Exécution nationale suivant les directives en vigueur et cela de concert avec les Chefs des projets concernés ;
- exécuter toutes autres tâches conformes à son profil et demandées par le Coordonnateur.

QUALIFICATIONS REQUISES :

- Diplôme DUT comptable, ou équivalent avec une expérience de gestion comptable ;
- avoir une expérience d'au moins 6 ans dans l'Administration publique ou privée et/ou au niveau des programmes/projets en Exécution nationale et/ou des projets de développement, notamment ceux financés par le PNUD et/ou par d'autres bailleurs de fonds ;
- Une bonne connaissance des procédures du Système des Nations Unies, notamment le PNUD serait un atout ;
- être d'une grande disponibilité et apte à travailler sous pression ;
- avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (WinWord, Excel, logiciel comptable, etc.) ;
- avoir une connaissance parfaite de la langue française (surtout sur le plan rédactionnel) et un bon usage de l'anglais.

SECRETAIRE DE DIRECTION

Lieu d'affectation Ouagadougou
 Durée de l'engagement 1 an renouvelable
 Date de début 2011

DESCRIPTION DES TACHES

Sous la supervision directe du Coordonnateur, le/la Secrétaire de Direction aura pour tâches :

- assister le Coordonnateur dans l'exécution des tâches qui lui sont assignées ;
- rédiger les documents administratifs (lettres, fax, notes de services, rapports, procès-verbaux, etc.) ;
- procéder au traitement sur logiciels informatiques desdits documents ;
- tenir les registres du courrier arrivée et départ et procéder au classement ;
- ouvrir et tenir à jour les dossiers des consultants et du personnel occasionnels ;
- assurer tous les travaux de saisie et de reproduction des documents ;
- aider à l'organisation des différentes réunions de la sous-composante et rédiger les comptes rendus ;
- tenir la Caisse de Menues Dépenses (CMD) ;
- tenir le registre des réquisitions d'achats locaux ;
- tenir le tableau du personnel (congés, missions, absences) ;
- accueillir et orienter les visiteurs convenablement ;
- assurer les fonctions de standardiste par la réception et le dispatching des appels téléphoniques au départ et à la réception ;
- tenir un registre des communications téléphoniques ;
- assurer la reproduction de documents ;
- veiller au suivi du matériel de dactylographie et de reprographie ;
- assurer le service de café du projet et des différentes rencontres ;
- accomplir toutes autres tâches conformes à son profil.

QUALIFICATIONS REQUISES

- Diplôme de secrétariat de direction (DUT) ou plus ;
- avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine du Secrétariat notamment au niveau des programmes/projets en exécution nationale ou autres types de projets financés par le PNUD ou par d'autres donateurs ;
- avoir une bonne connaissance des procédures du Système des Nations Unies, notamment du PNUD ;
- avoir une bonne connaissance de l'informatique est indispensable (Windows, Excel, Word, etc.) ;
- avoir une bonne tenue et courtoisie ;
- avoir le sens élevé de l'accueil et notions de protocole ;
- être apte de travailler sous pression ;
- être d'une grande disponibilité et bonne organisation ;
- maîtriser la langue française et un usage courant de l'anglais est souhaité.

CHAUFFEUR/AGENT DE LIAISON

Lieu d'affectation :	Ouagadougou
Durée de l'engagement	1 an renouvelable
Date de début	2011

- Sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet, le Chauffeur – agent de liaison responsable du parc de véhicules assurera les tâches de gestion opérationnelle de l'ensemble du parc automobile. Il exécutera les tâches suivantes :
- assurer le transport du personnel du projet et des biens selon les instructions du Coordonnateur Technique National ou de l'Assistant(e) Administratif(e) et financier(e) ;
- assurer le nettoyage et l'entretien courant des véhicules qui lui sont affectés ;
- assurer la surveillance des réparations de ces véhicules ;
- assurer la gestion quotidienne du parc de véhicules acquis pour la sous-composante;
- signaler tout dysfonctionnement des véhicules afin d'assurer à temps le service de garage ;
- la transmission du courrier extérieur ;
- assurer toutes autres tâches à lui confiées par le Coordonnateur Technique National.

Qualifications requises :

- permis de conduire catégories B, C ;
- niveau BEPC ;
- expérience d'au moins 5 ans ;
- bonne connaissance en mécanique ;
- aptitude aux voyages, notamment de longue distance et sur voies non bitumées.